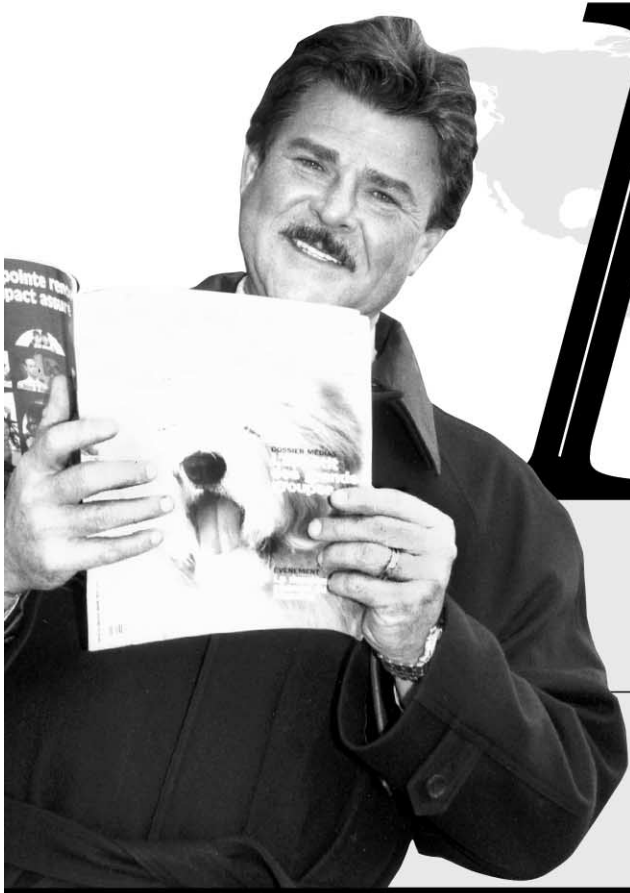




Plus



Jean Charest ou Bernard Landry? Bof...

Pour l'électorat, aucun chef ne se démarque, écrit Denis Lessard

Page B3

Jean Brault, l'homme invisible de Groupaction

Un portrait signé Hugo Dumas

Page B3

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 6 AVRIL 2002



PASCALE BRETON

Prochain test électoral pour Bernard Landry, l'élection complémentaire dans la circonscription de Saguenay, le 15 avril, s'annonce difficile pour le Parti québécois. De retour d'une tournée de la circonscription, notre reporter a constaté que certaines décisions du gouvernement ont laissé des cicatrices dans cette immense circonscription de la Côte-Nord.

SAGUENAY

Un bastion péquiste menacé

BAIE-COMEAU — Dans la circonscription de Saguenay, les pancartes de Louise Levasseur (PQ), d'Isabelle Melançon (PLQ) et de François Corriveau (ADQ) s'agglutinent sur les poteaux qui ne semblent pas assez nombreux pour les accueillir. La lutte s'annonce chaude.

Pourtant, Saguenay représente un bastion péquiste depuis bon nombre d'années. Lors de sa dernière élection, le député péquiste Gabriel-Yvan Gagnon, qui a démissionné au mois de septembre, a obtenu une majorité de 10 000 voix. La circonscription a aussi voté à 73,3 % en faveur du Oui au référendum de 1995.

Mais la ferveur semble s'essouffler et certaines décisions du gouvernement Landry, notamment d'attribuer la vallée de l'aluminium à la région du Saguenay et le bloc de 500 mégawatts pour l'usine de Sept-Îles, ont suscité des déceptions. Même le choix du nom de la circonscription, qui s'appellera René-Lévesque à compter des prochaines élections générales, a provoqué du mécontentement.

ADQ brouille les cartes

L'Action démocratique du Québec semble vouloir brouiller les cartes. Des jeunes qui fréquentent le cégep comme des électeurs plus âgés ont dit voir en l'ADQ une alternative au PQ.

« J'aime la politique. Ce sont les élus qui nous gouvernent et au fil des ans, je pense que la région a été délaissée. Le parti de Mario Dumont représente du sang neuf. Il est jeune, il veut que ça change », lance Mathieu Roussel, qui aura 18 ans à la toute veille des élections et qui se promet d'aller aux urnes.

S'il est difficile de prévoir l'issue du scrutin, il est clair que les appuis au parti de Mario Dumont, particulièrement nombreux dans la

région de Baie-Comeau, auront un impact le soir du 15 avril.

« Les gens attendent du concret. Ils regardent les politiciens en se demandant ce qu'ils ont de plus que les autres à offrir. Ils ne veulent pas de bonbon électoral et se servent des élections pour aller chercher ce à quoi ils ont travaillé au cours des trois dernières années », croit le maire du petit village de Godbout, Patrick Laroque.

Au cours des dernières semaines, il a vu défiler les adéquistes et les libéraux, venus s'engager à préserver l'école du village menacée de fermeture.

Les défis

Les candidats, de leur côté, ne se font pas d'illusions : les élections vont se gagner sur le terrain, disent-ils, et sillonner les 400 kilomètres qui séparent le territoire du nord au sud représente tout un défi.

Âgée de 48 ans, la péquiste Louise Levasseur habite la région depuis près de 30 ans. Elle connaît bien le milieu de la santé, pour avoir siégé sur plusieurs conseils d'administration, en plus d'agir à titre d'administratrice à la Société des traversiers du Québec depuis quatre ans. Elle se démarque comme gestionnaire.

À 27 ans, la libérale Isabelle Melançon est la plus jeune des candidats et habite la région depuis 1998. Elle s'est fait connaître dans plusieurs milieux, un peu partout à travers la circonscription, grâce notamment à son implication comme présidente d'honneur de la campagne de financement de Centraide, l'an dernier. Son allure dynamique et sa jeunesse rejoignent les jeunes électeurs.

Quant à François Corriveau, père de famille de 32 ans, avocat et sculpteur, il est le seul qui est natif de la région. Son père a été juge et son grand-père, maire de Baie-Comeau. Dans son programme, l'adéquistes met le doigt sur plusieurs problèmes. Il offre un nouveau

souffle en promettant de remettre la Côte-Nord sur la carte.

Toutefois, malgré les pancartes à l'effigie des candidats, le porte-à-porte, le pointage téléphonique et, surtout, le défilé des chefs des différents partis — le PQ envoie aussi plusieurs de ses ministres dont la vice-première ministre Pauline Marois — la campagne lève peu.

Il est vrai qu'il ne s'agit que d'une élection complémentaire. « C'est la prochaine élection générale qui va être cruciale pour la population de Baie-Comeau et de la région », croit d'ailleurs le maire de Baie-Comeau, Claude Martel.

À la fin du mois de mars, alors que les séries éliminatoires de la Ligue de hockey junior majeur du Québec battaient leur plein entre les Screaming Eagles du Cap-Breton et le Drakkar de Baie-Comeau — c'était avant l'élimination des favoris locaux —, les discussions sur le hockey suscitaient davantage d'intérêt que l'élection complémentaire.

Acceptant tout de même de causer politique, Guy Proulx, un résident de Baie-Comeau, lance : « On vit dans une région oubliée. Juste pour les routes, on passe en dernier, après les Cantons-de-l'Est, Montréal et Québec. Nos chemins sont maganés et on ne les arrange pas », dit-il en reflétant la pensée de plusieurs.

Les routes constituent d'ailleurs l'un des enjeux sur lesquels les trois partis ont orienté leur campagne. Les résidents de la Côte-Nord n'ont d'autres choix que d'emprunter la route 138 pour se rendre à Québec, une route nationale où circulent un flot important de voitures et de camions lourdement chargés, et où les dépassements sont souvent téméraires. À l'approche du traversier reliant Tadoussac et Baie-Sainte-Catherine, certains prennent des risques, par crainte de manquer le bateau. C'est le syndrome de la traverse. Des discussions pour la construction d'un pont sont d'ailleurs en cours depuis plusieurs années.

La santé, l'éducation et le développement économique font aussi partie des priorités communes des trois candidats.

Le développement économique vu par...



Louise Levasseur (PQ)

« Je veux avoir des solutions applicables dès maintenant. J'ai travaillé à la Société des traversiers du Québec et c'est ce qu'on a fait. Nous avons développé des protocoles avec les petites municipalités pour l'expertise en matière de dragage, de rénovation ou de réfection des quais maritimes. (...) Nous n'avons pas le choix, le fédéral pellette ici, il faut trouver des outils intelligents et développer des solutions. »



Isabelle Melançon (PLQ)

« Travailler à la création d'emplois. C'est la seule façon de prévenir l'exode (...) Au cours des six derniers mois, il y a des dossiers importants qui ont été traités et il n'y avait pas de représentant du gouvernement ici. Les gens ont été affectés et se disent que s'ils avaient eu quelqu'un, la tangente aurait été différente. »



François Corriveau (ADQ)

« La Côte-Nord a été méprisée et laissée de côté. Le dossier de l'aluminium a été très significatif. Nous n'avons pas du tout aimé le dossier de la vallée de l'aluminium (attribuée au Saguenay). Favoriser une entreprise au Québec au détriment d'autres entreprises et une région au détriment d'autres régions qui étaient productrices d'aluminium, les gens ont trouvé que c'était un affront. »



Voir autres textes en B2

YVES BOISVERT

yboisver@lapresse.ca

Gang de patates

Le bébé naissant est un animal charmant, mais très horizontal et même un peu patate sur les bords. Vers les 10-12 mois, après quelques hésitations, il pèse le pour et le contre de la verticalité, considère ses avantages et ses risques, et tranche finalement. Le voici qui marche.

Les parents n'en reviennent pas. Ils versent une larme, se frottent les yeux et quand ils les rouvrent, le bébé a disparu. Où est-il ? Il est parti. Il ne marche plus, il court.

Il court, il saute, il roule. Le bébé devient à cet âge un animal quasi olympique. Cela lui fait perdre le rebondi du bras et de la joue, tellement qu'il en perd jusqu'à son nom. Ce n'est plus un bébé.

À ce qu'on me dit, après quelques années de déchainement, vers la fin du primaire, le début du secondaire, il recommence à marcher. Et de plus en plus lentement.

Où s'en va la jeunesse ? Dans le sous-sol, jouer au Nintendo. Soudain, une voix retentit du rez-de-chaussée. C'est un parent qui crie, devant la télé, pendant la pause publicitaire. — Va donc jouer dehors !

■ ■ ■

Je généralise, mais je ne caricature pas. C'est ce que nous disent des études sérieuses depuis plusieurs années.

En même temps qu'on se demande où trouver de l'argent pour les soins de santé, personne, apparemment, ne semble s'inquiéter de voir: 1) l'inactivité physique atteindre des sommets, notamment chez les jeunes ; 2) l'obésité juvénile s'installer à demeure ; 3) le nombre d'heures consacrées à l'éducation physique diminuer sans cesse dans les écoles du Québec.

Et dans ce palmarès assez déprimant, le

Québec semble faire pire que toutes les autres provinces.

Selon une étude rendue publique jeudi, 70 % des enfants québécois ne sont pas suffisamment actifs pour demeurer en santé. Qu'est-ce qu'être « suffisamment actif » ? Pour un enfant, une demi-heure quotidienne d'activité intense (du genre des arts martiaux) et une heure de marche, par exemple. La province qui obtient les meilleurs résultats est le Manitoba, où 47 % des enfants seraient trop inactifs.

En même temps, on note que le quart des enfants et des adolescents québécois souffrent d'un excès de poids. Le taux d'obésité des jeunes garçons a augmenté de 92 % entre 1981 et 1996 au Canada, et de 57 % chez les filles.

Une tendance, au fait, que l'on constate aussi aux États-Unis. On n'a pas fini de vendre du « low fat » et des appareils pour maigrir en se branchant l'abdomen tout en regardant la télé. On n'arrête pas le progrès.

Pendant ce temps, que se passe-t-il dans les écoles du Québec ? Les professeurs d'éducation physique nous annonçaient cette semaine que le temps consacré à l'éducation physique passera probablement, un peu partout au Québec, à 60 minutes l'an prochain — desquelles il faudra soustraire 15 minutes d'éducation alimentaire.

C'était généralement deux heures par semaine dans les années 1980. Québec recommande toujours deux heures, mais ce sont les conseils d'établissements qui en décident, et comme cette activité est en concurrence avec l'anglais et les arts, il semble qu'elle soit condamnée à l'anorexie.



Un prof d'éducation physique cité par mon collègue André Noël, jeudi, disait que les enfants de 9 et 10 ans étaient en général capables de courir huit minu-

tes, il y a à peine 15 ans. Et qu'aujourd'hui, sur 28 enfants, seuls quatre ou cinq arrivent en courant au bout de la période. Le temps consacré à l'éducation physique est passé de 120 à 75 minutes pendant cette période dans son école de Laval. Où est la surprise ?

Dans un domaine aussi réglementé que l'enseignement, on se surprend de voir que ce qui devrait être une priorité soit laissé à la discrétion des écoles. Cela indique, précisément, que ce n'est pas une priorité.

La moyenne en Ontario est de 2,2 heures ; de 2,5 en France et de 3,25 au Japon.

■ ■ ■

Tout ça me rappelle une conversation avec Pierre Harvey, l'ex-champion canadien de ski de fond et de vélo, cet hiver, à Salt Lake City.

Il y a une telle chose que la « culture » de l'activité physique. Les gens sont inactifs, « mangent comme des porcs » puis s'écrasent devant la télé pour « chialer parce que le Canada n'a pas assez de médailles », disait-il.

On parlait de médailles, et donc de sport d'élite. Mais cela vaut pour le sport « de masse ». Comment ne pas voir dans l'empotement d'une partie grandissante de la population d'aujourd'hui les problèmes de santé de demain ? Ces choses-là se préparent aussi très, très longtemps à l'avance.

Bien sûr qu'il faudrait un nombre d'heures d'activité physique obligatoire d'un niveau décent. C'est une question d'hygiène sociale.

Mais comme pour la lecture, ce n'est pas à l'école que les choses commencent et finissent. Ce ne devrait pas être le cas.

La faute au gouvernement ? La faute au manque d'intérêt général. L'école n'est quand même pas là pour refaire tout ce qui se fait tout croche dans les familles. Notamment pour fournir l'effort à la place des parents.

Parce qu'évidemment, cela suppose un effort. Ce n'est pas pour rien qu'on parle d'entraînement. Ça prend quelqu'un pour se faire « entraîner ». Ça aide, en tout cas, pour remonter un peu, sur la pente glissante de nos tendances naturelles...

Autrement dit, on peut bien en appeler à une politique musclée de l'activité physique au Québec. Mais y a-t-il seulement un « marché » pour une si belle idée ?

Vie privée et hypocrisie (bis)

J'écrivais la semaine dernière que rien n'avait transpiré de l'enquête faite par la Commission d'accès à l'information sur les activités d'enquête illégale présumément menées par la firme Mégaprobe au profit de la MIL Davie, et qui visaient un journaliste (au moins) et une concurrente. Si rien n'a transpiré, c'est que la commission a reçu le dossier du procureur de la Couronne (après enquête de la SQ) 17 mois après les faits. La loi prévoit une prescription d'un an. La commission a travaillé « très fort », à ce qu'on me dit, mais il était trop tard pour accuser. Elle a tenté de convaincre Québec de modifier la loi. Rien n'a été fait. Une bonne nouvelle pour ceux qui violent la vie privée.

De l'eau, des forêts et du chômage...

BAIE-COMEAU — Tantôt bleu vif sous le soleil, tantôt presque noir sous un rideau de neige, le fleuve Saint-Laurent surgit dans un détour de la route nationale qui serpente entre les conifères. Façonné par le temps, ce paysage est la constante qui unit la vaste circonscription de Saguenay.

De Tadoussac jusqu'à Baie-Trinité, le territoire avale plus de 400 kilomètres de littoral, avec de petites agglomérations parsemées où se dressent fièrement un clocher, un dépanneur, une école.

Le territoire est riche en cours d'eau, en forêts et en mines. Les populations se sont installées au cours du siècle dernier à l'embouchure des rivières où l'on charriait des troncs d'arbres jusqu'aux usines, tandis que des barrages étaient érigés pour fournir l'énergie nécessaire à leur bon roulement.

Encore aujourd'hui, des usines comme la Boisaco, à Sacré-Coeur, celles de la Kruger, à Forestville et à Longue-Rive, d'Abitibi-Consolidated, à Baie-Comeau ou l'ancienne aluminerie Reynold's, achetée par Alcoa il y a deux ans, permettent de nourrir une part importante des 48 000 résidents de la circonscription, dont la moitié sont regroupés à Baie-Comeau.

Coup de froid...

Mais la prospérité économique s'est essouffée au fil des ans et l'on sent parfois de l'inquiétude chez les travailleurs qui redoutent des mises à pied. Au mois de février, lorsque le gouvernement Landry a alloué un bloc de 500 mégawatts au consortium Alcan-Alouette, la nouvelle a été durement ressentie à l'usine d'Alcoa. La possibilité de moderniser les vieilles cuves Sodeberg — en préservant les emplois — laisse cependant planer de l'espoir.

« Il y a aussi la construction du barrage sur la rivière Tounustouk. On sent une relance, une confiance qui s'installe depuis l'automne. Cela représente cinq ans de travaux, donc de l'emploi pour les gens de la Côte-Nord », explique le directeur général de la municipalité régionale de comté de Manicouagan, Michel Truchon. Une centaine d'autochtones de la réserve amérindienne de Betsiamites travaillent d'ailleurs sur ce chantier, ce qui aide la communauté, elle aussi affectée par la situation économique difficile.

Le taux de chômage a dépassé 14 % en février et la région fait face à un exode important. L'ensemble de la Côte-Nord a perdu 4,5 % de sa population en trois ans. Les jeunes doivent s'exiler s'ils souhaitent poursuivre des études universitaires et ne reviennent pas toujours dans la région par la suite. Parfois c'est la ville qui les avale, parfois c'est qu'il n'y a tout simplement pas de travail sur la Côte-Nord dans leur domaine. Après s'être installés dans la région pour travailler dans les usines, plusieurs personnes âgées choisissent elles

aussi de la quitter pour retourner couler leurs beaux jours là où elles ont grandi.

Innover

Il faut innover, développer de nouveaux créniaux. Auprès des touristes par exemple, qui bien souvent s'arrêtent à Tadoussac. Le maire de Godbout rêve de les attirer jusque dans sa municipalité, en plus d'y voir s'installer une usine, ce qui permettrait de relancer le petit village qui se vide depuis la fermeture de sa seule entreprise forestière, au début des années soixante-dix.

Les décideurs parlent aussi de favoriser la deuxième et troisième transformation, comme le prône d'ailleurs le premier ministre Bernard Landry. Un fonds d'action de 11 millions a été mis sur pied par le gouvernement, la MRC et les entreprises. Les intérêts serviront à financer des études pour développer des projets viables dans la MRC de Manicouagan.

« Il est primordial de travailler pour créer des emplois dans quatre ou cinq ans. Il est difficile de ramener nos jeunes ici une fois qu'ils ont goûté à la ville et si en plus on n'a pas d'emplois, ce sera impossible », lance le maire de Baie-Comeau, Claude Martel.

La bourgade de Sacré-Coeur, avec ses 2000 habitants, possède maintenant deux usines de transformation. L'an dernier, la direction de Boisaco a notamment créé Sacopan, une usine spécialisée dans la fabrication de panneaux pour la construction de portes. Elle a réussi à recruter une vingtaine de jeunes qui s'étaient exilés et les a formés. Malheureusement, a souligné le maire de l'endroit, Paul-Étienne Deschênes, l'usine fait face à certaines difficultés financières.

« Ça peut prendre cinq ans, 10 ans, avant de réussir à mettre sur pied de nouveaux projets. On nous met tellement de bâtons dans les roues », rage de son côté le maire de Forestville, Gaston Tremblay. La compétition est même forte entre les municipalités de la même circonscription pour attirer les entreprises. « Il faut trouver des alternatives à nos industries. Nous n'avons pas de bas de laine, nous avons été exploités au cours des 50 dernières années par des multinationales venues couper notre bois. Il faut développer de petits projets qui pourront se réaliser dans plusieurs régions de la Côte-Nord », ajoute le représentant de 4000 habitants.

Malgré le sentiment d'oubli généralisé qui se fait sentir, tous vantent les beautés de leur région, au cœur de la nature et de paysages magnifiques où, l'été venu, il est possible d'apercevoir les baleines qui s'ébattent dans le fleuve. C'est d'ailleurs sur cette qualité de vie que les représentants locaux comptent miser pour relancer l'économie de la région.

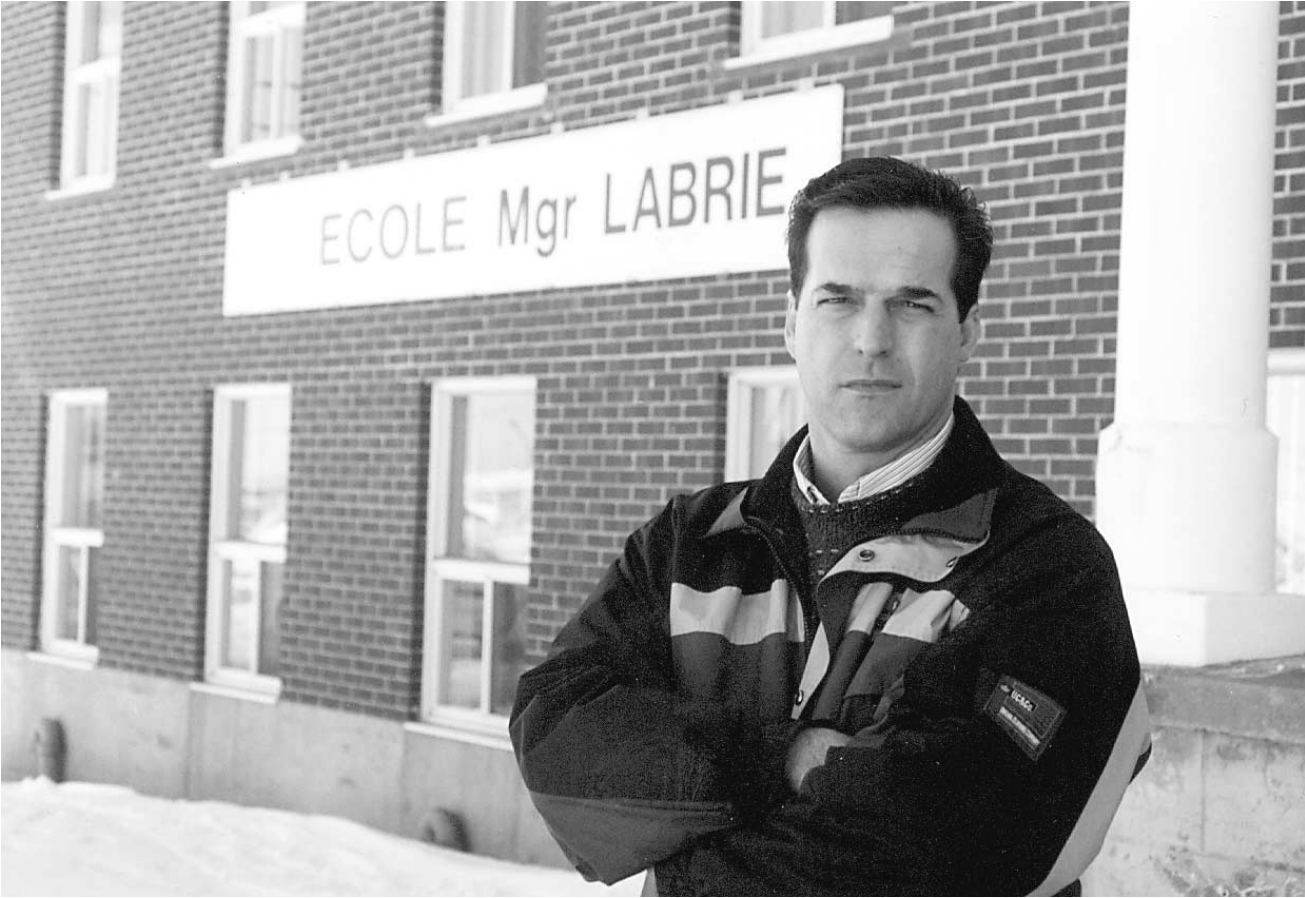


Photo La Presse

Pour Patrick Laroque, maire du village, il est primordial que cette école reste ouverte.

L'école de Godbout agonise

PASCALE BRETON

GODBOUT — Avec ses 350 habitants, le village de Godbout semble ancré dans une baie, un peu en retrait de la route 138. Dans les beaux jours, lorsque la compagnie forestière donnait de l'ouvrage à une population alors beaucoup plus nombreuse, l'école du village comptait huit classes complètes qui résonnaient de rires et de babillages.

Aujourd'hui, dans la petite école en briques rouges, deux enseignantes font la classe aux 16 enfants répartis de la première à la sixième année, en plus des deux jeunes inscrits à la pré-maternelle. Une école presque déserte, pourtant pleine de vie. Lorsque *La Presse* est passée, des bricolages de Pâques ornaient les fenêtres, des flocons de papier s'accrochaient au plafond comme une ode à l'hiver et quelques enfants participaient aux ateliers des Petits Débrouillards, dispensés après les cours par l'une des enseignantes.

Il y a un an, la commission scolaire de l'Estuaire a envisagé la fermeture de six établissements sur son territoire, dont la petite école Monseigneur-Labrie. « Godbout est l'une des municipalités qui a perdu le plus de population sur la Côte-Nord. Nous sommes passés de 37 écoles il y a quatre ans à 16 cette année. La situation est très précaire », explique le directeur général de la commission scolaire, Jacques Saint-Pierre.

Mais un comité de survie a été mis sur pied ainsi qu'une campagne de mobilisation pour sauver l'institution. L'école est même devenue un enjeu pour les trois candidats à l'élection complémentaire et le sujet a été abordé à l'Assemblée nationale. En février, la commission scolaire a accordé un sursis et la situation devra être revue à la fin de l'automne prochain.

« Ça n'avait pas de sens. L'école, l'église, le restaurant, ce sont les ra-

cines d'un village », s'exclame Édith Carrier, présidente du conseil d'établissement et mère d'un enfant de 7 ans.

« Nous avons une population vieillissante alors nous voulons miser sur une politique favorisant l'installation de familles avec des enfants. Il est primordial pour nous de garder cette école si nous voulons ramener une population et des emplois ici », affirme de son côté le maire de la municipalité, Patrick Laroque.

Exode et éloignement

Si les enfants peuvent fréquenter l'école du village au primaire, les longs trajets en autobus sont inévitables une fois au secondaire, puis au collégial. À l'université, les jeunes n'ont pas le choix, ils doivent s'exiler à Chicoutimi, Rimouski ou dans les grands centres.

Au cégep de Baie-Comeau, la majorité des 600 élèves — 1000 de moins qu'au début des années 1990 — travaillent à temps partiel, en partie pour financer leurs études universitaires. Plusieurs avouent rêver de la métropole, des étoiles pleines les yeux.

« Je veux aller à Montréal. Là-bas, il y a des programmes anglophones, des échanges entre les universités. En plus, à Baie-Comeau, il n'y a presque pas d'endroits où les jeunes peuvent se réunir », lance Mylène Viens, une dynamique brunette, reflétant l'opinion de plusieurs de ses pairs.

Animateur socioculturel depuis une quinzaine d'années au cégep, Herman Lapointe croit cependant que les jeunes reviennent lorsqu'ils en ont l'occasion. « Au bout d'un certain temps, il y en a beaucoup qui constatent que la ville n'est pas leur bail. Lorsqu'ils le peuvent, qu'ils ont du travail ici, ils reviennent parce que leurs racines sont sur la Côte-Nord. Il y a sûrement des mesures fiscales à mettre en place, des crédits ou des retours d'impôts pour les inciter à revenir. »

Si l'éducation subit les contre-coups de l'éloignement, le domaine de la santé n'y échappe pas non plus. L'hôpital de Baie-Comeau fait face à un déficit de personnel, avec seulement 17 médecins spécialistes sur les 34 prescrits. Les besoins en médecine interne, psychiatrie, orthopédie et radiologie sont particulièrement criants.

« En région, nous ne sommes pas obligés d'avoir des médecins dans toutes les spécialités, par exemple la cardiologie, lorsque nous avons des médecins internes qui sont capables de tout faire. Malheureusement, c'est une race en voie d'extinction. L'an passé au Québec, il en est sorti seulement que trois », lance Dr Sylvie Tremblay, directrice des soins professionnels et hospitaliers de l'hôpital.

Les crises surviennent par vagues. Après des années de vache maigre, la régie régionale a ainsi réussi à combler l'an dernier les besoins en médecins omnipraticiens dans la région de Forestville et des Escoumins. « Le problème des petites équipes, c'est que nous passons rapidement d'une situation confortable à une situation de crise si un ou deux médecins quittent en même temps. C'est une difficulté majeure », explique le directeur général de la régie régionale, Ivo Di-Piassa.

Alors que même des grands centres comme Montréal et Québec font face à une pénurie de spécialistes, des hôpitaux comme celui de Baie-Comeau doivent user d'astuce pour attirer les professionnels. « Ici, on mise sur la qualité de vie et on fait découvrir plusieurs activités à nos étudiants qui passent à l'hôpital, comme le kayak de mer ou la motoneige. Ils doivent créer des liens avec la population pour désirer rester », déclare le directeur des communications de l'hôpital de Baie-Comeau, Jean-Marc Archambault. Les régions disposent aussi de mesures incitatives, notamment des primes d'éloignement, d'installation et des salaires majorés.

JEAN BRAULT

Le patron fantôme de Groupaction

Aucune image de lui ne circule à la télé ou dans les journaux : Jean Brault est présentement l'homme invisible du monde de la pub. « C'est le président fantôme », dit un de ses anciens collaborateurs qui préfère ne pas être identifié.

Jean Brault n'a pas parlé aux médias depuis que la vérificatrice générale du Canada, Sheila Fraser, a ouvert une enquête sur trois rapports quasi identiques rédigés par sa firme à la fin des années 90. Ces trois rapports ont coûté 1 625 000 \$ aux contribuables et portent sur la visibilité du Canada au Québec.

Mais qui est donc Jean Brault ? À *La Presse*, la photo la plus récente de lui date des années 80, quand il animait une émission sur le marketing à la télé communautaire. Sinon, rien. Comme le dossier de Groupaction est explosif, les personnes interrogées pour cet article ont presque toutes refusé d'être identifiées.

La réserve et la discrétion du patron de Groupaction ne datent pas d'hier. Dans le milieu de la publicité, Jean Brault est plutôt effacé et n'a pas l'habitude de courir les 5 à 7, les cocktails ou les activités du Publicité Club de Montréal. Bref, il n'est pas du genre flamboyant. « Il n'est pas aussi visible que peuvent l'être d'autres présidents d'agences. Il préfère être proche de ses clients plutôt que d'être proche des gens de la pub. On le lui a parfois reproché, mais Jean n'aime pas être sous les feux de la rampe », dit un autre ex-employé de Groupaction.

Feuille de route

Jean Brault est né en 1952, à Longueuil, où il vit toujours. Il a trois frères et soeurs. Son père était vendeur et entrepreneur. Son grand-père, un courtier en alimentation, a pris sa retraite du monde des affaires à l'âge de 88 ans.

Adolescent, Jean Brault a fréquenté le cégep Édouard-Montpetit de Longueuil et a entamé sa carrière professionnelle en 1975, peu de temps après avoir décroché un baccalauréat en administration des affaires de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). C'est la pétrolière Esso qui lui offre son premier « vrai » travail de conseiller publicitaire.

Dix-huit mois plus tard, il est embauché par la Corporation Campeau, du financier torontois Robert Campeau, pour faire la promotion de deux projets domiciliaires. Il change ensuite d'emploi et devient directeur de la publicité de l'hippodrome Blue Bonnets qui est, à l'époque, propriété du même homme d'affaires.

À la fin des années 70, Jean Brault fait le saut chez Biscuits David, où il est directeur du marketing. Il décroche le job en passant l'entrevue finale vêtu de son « habit de noces », selon un article publié dans le magazine *Suites* de l'UQAM. Trois ans plus tard, il occupe le même emploi, mais chez FBI Foods.

En 1982, Jean Brault a 30 ans. Avec sa femme, Joane Archambault, il fonde l'agence de publicité Groupaction.

« Il a quasiment parti ça dans son sous-sol, à Longueuil, avec deux ou trois clients. Il est parti de presque rien », explique un ex-employé de Groupaction.

Joane Archambault est décoratrice et détient des actions de Groupaction. À titre de directrice des projets spéciaux, c'est elle qui a fait la décoration de l'agence de pub, qui a ses bureaux au 69, 75 et 81 de la rue Sherbrooke Ouest, près du boulevard Saint-Laurent. À la fin des années 90, le 81, rue Sherbrooke Ouest était occupé par le Groupe Everest, une agence de publicité maintenant située au 600, boulevard de Maisonneuve Ouest.

Des anciens employés ont décrit les locaux de Groupaction comme étant modernes et spacieux. « Jean est un gars généreux avec ses employés. Il traite bien son monde. Il sait reconnaître la loyauté et le talent », dit un ancien employé.

Jean Brault et Joane Archambault ont deux fils : Simon et Alexandre, tous deux dans la vingtaine. Alexandre a occupé un emploi chez Groupaction, mais il a été impossible de savoir lequel. Simon a déjà travaillé pour le groupe Sirco, cette agence de détectives privés du boulevard Pie-IX, dans le nord de Montréal, qui a enquêté sur l'ancien patron de la Société des alcools du Québec (SAQ), Gaétan Frigon.

Joint sur son téléphone cellulaire, Jean Brault a tout d'abord dit, sur un ton très calme, qu'il ne ferait aucun commentaire, puis s'est ravisé : « Mon fils (Simon) est majeur, il a quitté la maison et avec le genre de vie qu'il mène, on a coupé les contacts, je ne sais pas toujours ce qu'il fait », a-t-il commenté.

Jean Brault a ensuite évité les



HUGO DUMAS

Son nom circule abondamment dans les médias, mais Jean Brault, le président de l'agence de publicité montréalaise

Groupaction, se fait extrêmement discret

depuis que son entreprise est plongée dans la tourmente. Il n'a jamais pris la parole en public pour s'expliquer et a aussi décliné toute demande d'entrevue.



PHOTO CAROLINE HAYEUR, Agence Stock Photo, collaboration spéciale

Jean Brault, photographié au printemps 2001 devant l'immeuble où loge son entreprise, rue Sherbrooke Ouest. La photo a été retouchée par *La Presse*.

autres questions portant sur l'affaire Groupaction, expliquant qu'il avait adopté la politique du « pas de commentaires ». Avant de décrocher, il a précisé qu'il se tenait en retrait « de la controverse actuelle pour des raisons de santé ». Son avocate, Danielle Barot, a rappelé *La Presse* peu de temps après pour confirmer que Simon avait ef-

fectivement été un employé de Sirco, mais qu'il n'y a « fait que du travail clérical, comme de l'informatique, et n'a jamais participé à des enquêtes ou de la filature ». Simon a quitté Sirco l'an dernier et y aurait travaillé pendant un ou deux ans, indique M^e Barot.

Groupaction soutient n'avoir jamais commandé à Sirco une en-

quête sur Gaétan Frigon et a acheté de pleines pages de publicité dans les grands quotidiens pour étouffer l'histoire. Gaétan Frigon a menacé de poursuivre pour un million les responsables de l'enquête.

Selon M^e Barot, Jean Brault n'a cependant jamais nié qu'il connaissait Claude Sarrazin, le patron de Sirco. C'est d'ailleurs GroupaXion,

la filiale des communications digitales de Groupaction, qui a conçu le site Web de Sirco, site qui n'est cependant plus en ligne depuis la semaine dernière. GroupaXion a aussi effacé toute mention de Sirco dans son portfolio. Sirco est un acronyme pour Sûreté industrielle et renseignements corporatifs. Claude Sarrazin n'a jamais retourné les appels de *La Presse*. La semaine dernière, il séjournait au Costa Rica.

Fier de sa réussite

L'an passé, Jean Brault a été terrassé par une crise cardiaque alors qu'il était en vacances en Floride. Il s'agirait de sa deuxième attaque en peu de temps et la cause de ses problèmes de santé. Rappelons qu'il fête ses 50 ans cette année.

Jean Brault aime les autos. Il conduit une Porsche et un Ford Expedition, qui est un véhicule sport utilitaire. Bon an mal an, il assiste au Grand Prix de Montréal. Il fréquente, à l'occasion, les terrains de golf. « Il aime les beaux vêtements. Il aime bien paraître », souligne un ancien employé de Groupaction. Une autre source ajoutera que « c'est le genre de gars qui a réussi et qui en est fier. Il aime montrer qu'il a réussi ».

On dit de Jean Brault qu'il est ambitieux, aimable, près de son monde et travaillant. Une ou deux fois par année, il organise des lacs à l'épaule, à l'extérieur de Montréal, pour rassembler ses employés, pour discuter des mandats et faire le point. « Il ne gère pas sa boîte de loin. Il s'organise pour être au courant de tous les dossiers. Il donne beaucoup de corde à ses gens », selon une source.

Chez Groupaction, c'est Jean Brault qui prend toutes les décisions importantes. « C'est son show. C'est lui qui décide », dit un ex-employé.

S'il est clair que Jean Brault a le plein contrôle sur son agence, il a tendance à s'effacer quand les situations se corsent. Il s'appuie beaucoup sur deux proches collaborateurs, Lucie Dumas, la vice-présidente exécutive de Groupaction, et Roger Desjeans, le chef des finances. « Jean a horreur de la confrontation, à moins d'être vraiment acculé au mur. Quand c'était le temps de congédier, il déléguait. Il n'était pas là quand ça chauffait. C'est un homme très opaque, on a de la misère à voir au travers, on a de la misère à savoir ce qu'il pense vraiment », dit un employé qui a longtemps travaillé pour Groupaction.

Professionnellement, Jean Brault a toujours été plus près du côté marketing que du côté publicité. « Il est perçu comme un entrepreneur, explique un ancien employé. Jean croit en la création publicitaire qui donne des résultats. »

En 1999, Jean Brault a été mis en nomination lors du gala Personnalité marketing, organisé par l'Association marketing de Montréal. Il n'a pas gagné, mais a obtenu une mention spéciale du jury dans la catégorie entrepreneurship/marketing.

Au cours des dernières années, l'agence de publicité de Jean Brault a crû à un rythme accéléré. En octobre 1998, Groupaction a acheté la boîte de communications Gosselin et a avalé, en janvier 2001, Laffleur Communication Marketing. Avec des revenus bruts certifiés de 15 millions, Groupaction occupe aujourd'hui le sixième rang des plus importantes agences de publicité au Québec, selon le *Guide annuel des entreprises de services en communication* des éditions Info-Presse. Groupaction procure de l'emploi à 120 personnes.

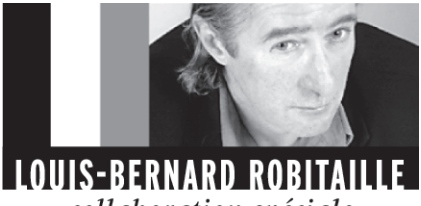
À la mi-mars, l'agence Groupaction a défrayé les manchettes après que les médias eurent découvert qu'elle avait reçu pour 61,7 millions de contrats du gouvernement fédéral entre 1997 et 2001. Depuis 1993, Groupaction a versé 112 162 \$ à la caisse électorale des libéraux de Jean Chrétien.

Une enquête a aussi été ouverte sur les trois rapports produits par Groupaction sur la visibilité du Canada. Le haut fonctionnaire retraité qui a commandé ces contrats à Groupaction, Charles Guité, surnommé Chuck Guité, a refusé net de commenter. « Je ne travaille plus au gouvernement depuis trois ans. Bonsoir », a-t-il sèchement dit à *La Presse*, fin mars, lorsque qu'il a été joint à sa maison d'Orléans, en banlieue d'Ottawa.

D'ailleurs, plusieurs ex-employés de Groupaction, dont des vice-présidents, qui travaillaient dans la boîte au moment où les rapports ont été écrits, ont refusé de parler à *La Presse*. Certains refusent aujourd'hui dans des entreprises concurrentes.

Jean Brault a également décliné les demandes d'entrevue.

Avignon la chiraquienne



LOUIS-BERNARD ROBITAILLE

collaboration spéciale

En vue des élections présidentielles françaises, nous amorçons ici la publication d'une

série de reportages effectués dans différentes régions du pays. Aujourd'hui, notre correspondant nous écrit d'Avignon, la cité des papes et coeur de la Provence de Pagnol. Rappelons que le premier tour aura lieu le 21 avril et le second, le 5 mai.

/tf/b/4PLUS
AVIGNON — Si Jacques Chirac finit par gagner cette élection présidentielle, on dira que c'est d'Avignon qu'est partie cette formidable épopée. Une partie de la population avignonnaise considérera que cette victoire est un peu la sienne. À commencer par l'équipe municipale menée par la maire Marie-Josée Roig, petite femme début de la soixantaine, très méditerranéenne par le bronzage permanent prononcé et la vivacité de ton. Plus chiraquienne que nature, « Marie-Josée » : une fonceuse qui a le tutoiement facile, qui aime le contact, la tape dans le dos et la tournée des marchés. « Si elle entre dans une pièce, dit Alain Maniaci, le chef d'agence avignonnais de *La Provence*, le grand quotidien du coin, vous pouvez être sûr qu'elle ira serrer la main à tout le monde, et personne ne va y échapper... »

C'était le 11 février dernier, un lundi en fin de matinée. Jusque-là, Jacques Chirac avait pris le parti de demeurer président — et au-dessus de la mêlée — le plus tard possible, suivant en cela le modèle d'un autre président sortant... François Mitterrand en 1988, qui se présentait contre son premier ministre, un certain Jacques Chirac! Une stratégie payante — et démoralisante pour l'adversaire — à condition qu'on dispose soi-même d'une solide avance et d'une position forte en tant que chef d'État sortant.

Mais justement, dès le début du mois de février, il est apparu que Chirac, loin d'apparaître au-dessus du débat, en semblait plutôt absent : et les sondages étaient dangereusement à la baisse.

La grande demande

Devançant soudain son programme de quatre ou cinq semaines, Chirac se trouve donc, comme par hasard à Avignon le 11 février, plus précisément dans le somptueux hôtel de ville qui domine la place de l'Horloge, « la » place de la vieille ville, à deux pas du célèbre Palais des papes. Et, comme par hasard également, sa chère amie Marie-Josée lui pose, tout à fait incidemment, une question qui lui trotte dans la tête : « Puissequ tu es là, Jacques, tu pourrais peut-être réponndre à une quesssetion que se posent tous les militants : seras-tu candidat ? » — Chère Marie-Josée, répond le président, à ta question amicale et directe, je vais répondre avec la même franchise : oui, je serai candidat.

Comme le dit aujourd'hui Henri Agu, chiraquien de la première heure (1976) et maire-adjoint d'Avignon — l'équivalent de président du comité exécutif à Montréal : « Jacques Chirac nous avait fait l'honneur de quatre visites dans notre ville. Et c'est ici qu'il a décidé de proclamer sa candidature. » Difficile d'être plus fier d'un tel constat.

Bien entendu, si le président sortant avait choisi la ville d'Avignon pour se déclarer, il ne l'avait pas fait au hasard. Non seulement Marie-Josée Roig incarne à la perfection l'idéal chiraquien de la politicienne de terrain, provinciale, populaire, pragmatique, pas « intello-parisienne » pour deux sous,

mais encore elle a réalisé aux municipales de mars 2001 un exploit digne de figurer dans les annales.

Elle avait contre elle la députée socialiste élue en mai 1997, la numéro trois du gouvernement, ministre des Affaires sociales après avoir été à la Justice, Elisabeth Guigou. Une supervedette de l'équipe Jospin, considérée alors comme une « première-ministrable » très sérieuse.

« Parachutée » douze ans plus tôt par le PS — car elle avait des attaches dans la région par mari interposé —, Elisabeth Guigou avait décidé de se constituer un fief électoral à Avignon. En mai-juin 97, elle avait battu la députée sortante, Marie-Josée Roig, mais par la peau des dents, avec une centaine de voix de différence, et alors que le candidat d'extrême droite s'était maintenu et avait provoqué une triangulaire au second tour.

Curieusement, M^{me} Guigou avait décidé de tenter le grand coup aux municipales suivantes, en mars 2001. Sans d'ailleurs se rendre compte que les vieilles traditions avaient changé, et que l'électorat appréciait moins qu'auparavant le fait d'élire un maire... qui soit en même temps ministre à plein temps à Paris. Ce ne fut pas une défaite : ce fut une débâcle. Au premier tour, la maire sortante frôla les 50 % de quelques voix. Au second, elle écrasa Elisabeth Guigou par près de 64 % des voix (le Front national n'avait pas eu les 10 % nécessaires au premier tour pour se maintenir au second). Exit la vedette Guigou qui, dans le même élan, renonce à défendre son poste de député aux législatives qui suivront la présidentielle, et abandonne Avignon à sa suppléante au Parlement, Cécile Helle, 33 ans seulement, et professeur de géographie à l'université. Guigou se présentera en banlieue parisienne, dans une circonscription sûre, occupée jusque-là par sa copine Véronique Nieertz. Mais sa défaite avignonnaise a été si cuisante qu'elle a disparu de la courte liste des premiers-ministres.

Marie-Josée, une héroïne

Du coup, à l'occasion de ces municipales où la droite, certes, avait eu de bons résultats — mais spectaculairement perdu Paris et Lyon — Marie-Josée Roig est devenue une héroïne de la droite, la petite « locale » qui avait abattu la vedette parisienne, une étiquette qui, bien entendu, a toujours collé à la peau de M^{me} Guigou, qui ne peut s'empêcher d'avoir l'air d'une bourgeoise de la capitale, alors qu'elle est née dans une famille française... du Maroc. Un triomphe de Marie-Josée Roig qui annonçait, bien sûr, la « renaissance » chiraquienne de 2002.

Sur le plan politique — comme sur le terrain sociologique —, Avignon, avec ses 87 000 habitants, est en fait tout sauf une ville typique. Quand on pense à la Cité des papes — installés ici au treizième siècle dans ce monumental et fabuleux Palais — on pense d'abord et avant tout à la culture, Avignon, c'est un patrimoine architectural considérable, qui attire un tourisme plutôt culturel. Pendant trois semaines, chaque été, le célèbre festival de

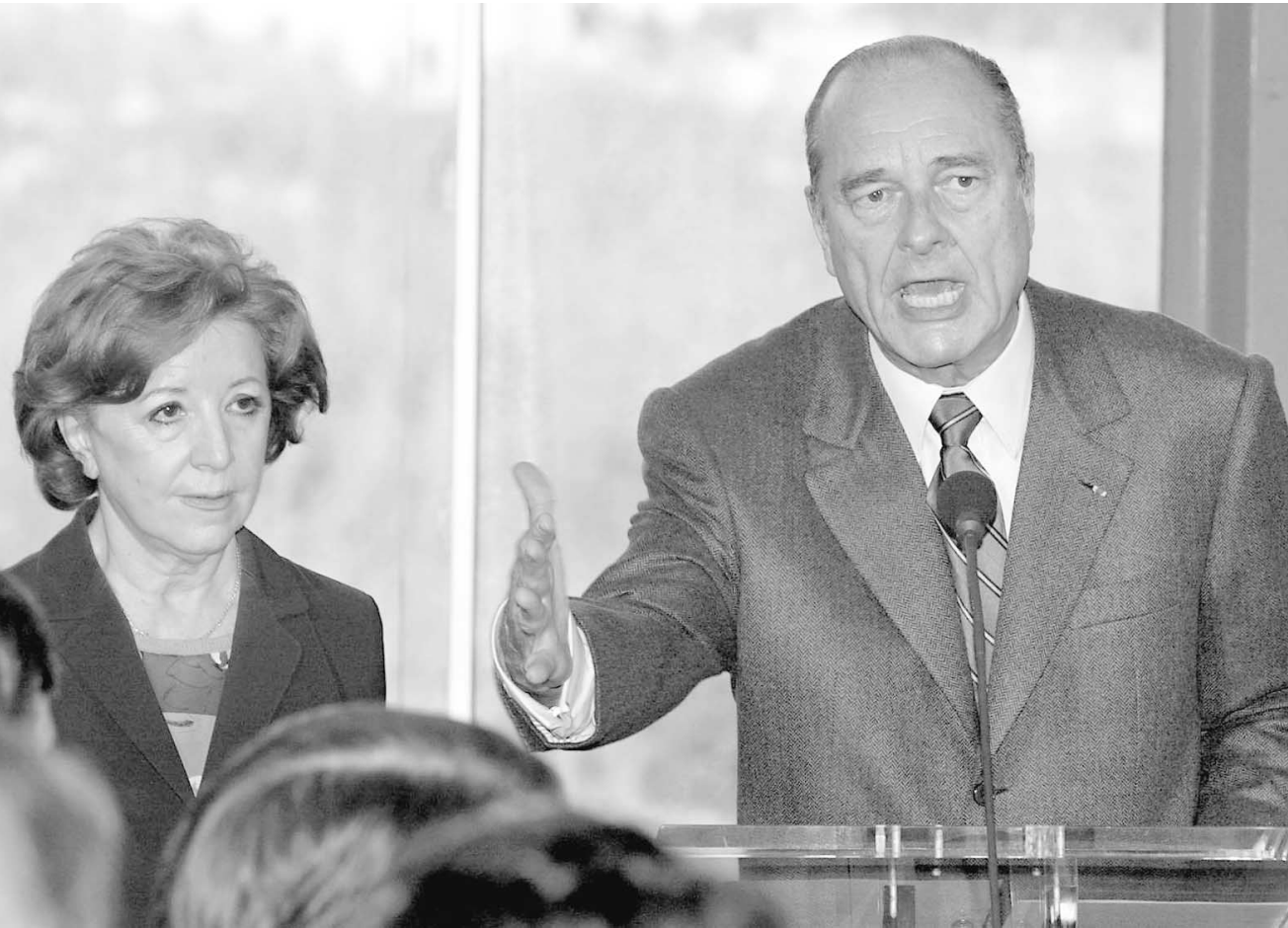


Photo Agence France-Presse

La maire Marie-Josée Roig, petite femme début de la soixantaine, et le président candidat à la présidentielle, Jacques Chirac, lors de son passage à Avignon, en février.

théâtre attire quelques centaines de milliers de mordus de la scène et de l'avant-garde. La campagne avignonnaise, qui est par excellence la Provence de Giono et de Pagnol, a été depuis plusieurs décennies colonisée par la bourgeoisie intellectuelle parisienne. Journalistes, éditeurs, écrivains, hommes politiques : tout le monde a sa maison dans le Luberon voisin et les environs.

Bien que tout ce petit monde ne vote pas du tout ici, dans le département du Vaucluse, cela crée une atmosphère aimablement cultivée et « de gauche ». D'autant plus que, contrairement à une ville comme Aix-en-Provence qui respire la grande bourgeoisie et l'argent, Avignon affiche des allures plutôt simples et populaires. Presque l'image d'Épinal colportée par Peter Mayle.

Logiquement, Avignon devrait voter à gauche. Erreur. L'endroit est plutôt très marqué à droite. Un rapport de force qui s'est établi depuis plusieurs années aux environs de 60-40 en faveur de la droite. Et, comme partout ailleurs autour de la Méditerranée, l'extrême droite du Front national fait ici de très bons résultats : autour de 15 % en moyenne, mais il lui est arrivé de frôler les 20 % des voix. Et l'une des deux villes encore tenues par le FN en France est juste à côté : c'est Orange, environ 30 000 habitants, où le maire Jacques Bompard a été réélu en 2001 dès le premier tour.

Bien que le paysage se soit fortement urbanisé au cours des dernières décennies, le pays avignonnais demeure tout de même fortement rural. Il faut entendre le socialiste Joel Granier, maire de la petite commune voisine de Morières (6500 habitants) et suppléant de Cécile Helle aux prochaines législatives, faire une description des productions locales. « Il y a la vigne, bien sûr, dit-il, mais il y a aussi la culture maraîchère, les fraises, les asperges, les pêches, les pommes... En dehors du tertiaire, toute l'activité tourne autour de l'agroalimentaire. Une population paysanne généralement très prospère... »

Dans ce contexte relativement épargné par la crise et les désordres urbains, comment expliquer cette forte poussée permanente de l'extrême droite ? « Certes, il y a eu des apports de travailleurs marocains et le regroupement des familles... Mais, franchement, dit Joel Granier, il n'y a pas d'explication rationnelle : il y a du FN dans toutes les régions méditerranéennes, il y en a même en Alsace ! Quant à Orange, c'est un cas spécial, car on y a regroupé des bases militaires, la Légion étrangère et des casernes de

gendarmerie... »

Mais, à Avignon même ou dans le reste du département du Vaucluse, on est très loin des tensions qui peuvent exister à Marseille ou dans les banlieues parisiennes à problèmes. Bien sûr, il y a des problèmes d'insécurité, comme dans toutes les villes de plus de 50 000 habitants notamment. À l'échelle d'une ville moyenne de près de 100 000 habitants, on a, dans les années 60 et 70, recasé systématiquement les habitants des quartiers pauvres dans des cités d'habitation, trop massives et peuplées, qui sont depuis longtemps devenues des ghettos pour immigrés. « À l'époque, dit M. Granier, ces immeubles HLM avec toilettes et salles de bains, représentaient un progrès. Aujourd'hui, ce sont des quartiers à problèmes, et tant qu'il n'y aura pas de mixité sociale avec les immigrés, notamment les jeunes, il y aura des problèmes. »

Avignon a déjà eu la réputation d'être une ville de gangsters. Mais cela appartient au folklore d'une époque plutôt révolue, lorsque des condamnés pour hold-up ou proxénétisme dans le Gard ou les Bouches-du-Rhône y étaient interdits de séjour : ils s'installaient à Avignon, qui a cette particularité de toucher les deux départements en question. Bars mal famés avec hôtesses montantes, rois de la gâchette, règlements de comptes entre truands : Avignon faisait partie des villes réputées dangereuses. « Aujourd'hui, dit Alain Maniaci, de *La Provence*, il y a surtout le fait qu'Avignon est situé sur le couloir rhodanien qui va à Marseille. Cela amène beaucoup de bonnes choses. Mais de moins bonnes aussi... »

Quant au numéro deux de la municipalité, Henri Agu, il a tendance à minimiser la grande criminalité : « Le problème, ici, comme dans beaucoup de villes du sud, c'est la petite délinquance, très mal ressentie par la population : vols de voiture, sacs à main arrachés des grands-mères, vandalisme, tags... Cela se passe autour des parkings ouverts aux portes de la ville, pas loin de la gare notamment.... On vient de mettre en place un système de vidéo surveillance. Et la police municipale, avec 110 agents,

est l'une des plus importantes en France en proportion de la population. » Une police à pouvoirs très réduits, mais qui a essentiellement une mission de prévention et de surveillance.

Contrairement à d'autres villes moyennes françaises, qui se sont retrouvées sinistrées un jour pour des raisons économiques, Avignon se situe dans une honnête moyenne. D'ailleurs, le taux de chômage, autour de 10 %, est dans la moyenne nationale.

Ce qui fait d'Avignon une ville plutôt atypique, ou difficile à classer simplement. Il n'y a pas ici la grande fièvre marseillaise. Ou le côté bourgeois huppé de la Côte d'Azur. Contrairement à ce qui a longtemps existé dans le Languedoc-Roussillon, plus vers l'Espagne, Avignon n'a jamais non plus fait partie du vrai Midi rouge. Ici, c'était le berceau du vieux radicalisme de l'entre-deux-guerres. Le grand homme d'Avignon — il en a été le maire — était Édouard Daladier, le signataire des accords de Munich avec Hitler en 38, et qu'on appelait le Taureau du Vaucluse.

Plus près de nous, le radicalisme avait connu un glorieux successeur, dans cette ville plutôt à droite, avec le socialiste Henri Duffaut, député-

maire inamovible de 1965 à 1983. Duffaut, tel Gaston Defferre à Marseille, n'était fâché avec personne dans sa bonne ville, même pas le représentant de l'extrême droite, Raoul Colombe, qu'on a vu pleurer à son enterrement.

« Ah ! Duffaut ! c'était autre chose qu'aujourd'hui ! dit Henri Agu, qui n'était donc pas de son bord. Il a fait de bonnes choses. Et puis il gouvernait sans sectarisme. Bon, je ne vais pas défendre son bilan... Et puis, il était maire et député. Et quand on a une ville comme Avignon, il faut que le maire soit député à Paris pour veiller à ses intérêts... »

À Avignon, les chiraquiens surveillent bien sûr avec plus que de l'intérêt les péripéties de la présidentielle d'avril-mai. Mais ce qui agite vraiment les esprits, ce sont les législatives de juin. Et où « Marie-Josée », comme de bien entendu, devrait prendre une revanche éclatante sur l'accident électoral de juin 1997.

Dès le début de février, il est pourtant apparu que Chirac, loin d'apparaître au-dessus du débat, en semblait plutôt absent.





Photothèque La Presse
Trois chefs prêts à faire la guerre électorale. Le premier, Bernard Landry, est premier ministre et compte bien le demeurer. À droite, le second, Jean Charest, veut le remplacer. Quant au troisième (photo du centre), Mario Dumont, il pourrait bien brouiller les cartes...



La guerre sans général

Les libéraux prêts pour une drôle de campagne



DENIS LESSARD
libéraux vont se toiser sur le champ de bataille. Mais les stratèges qui observent la drôle de guerre en perdent leur latin: ce sera un affrontement sans généraux.

Qu'elle survienne cette année ou en 2003, la prochaine campagne électorale risque d'être différente de toutes les élections précédentes. Pour plusieurs mois encore, péquistes et

QUÉBEC — «On constate pour la première fois que c'est le cul-de-sac du côté des chefs, personne ne se démarque», observe, surpris, Grégoire Golin, de Créatec, l'ancien sondeur du PLQ qui, depuis 1998, ne fait plus de sondages pour les partis politiques. Les enquêtes récentes montrent presque toutes que Bernard Landry et Jean Charest sont ex-aequo dans la faveur populaire. «Le PLQ a réussi à se démarquer, mais pas Jean Charest», observe Claude Gauthier, de CROP. Tant et si bien que, même à la tête d'un tiers parti, Mario Dumont est parvenu à rattraper ses deux aînés en popularité.

Débarqué d'Ottawa quelques mois seulement avant les élections de 1998, Jean Charest n'avait pas eu le temps de réaliser l'arrimage avec le PLQ — un virage très net s'est opéré avec le recrutement des vétérans de l'équipe de Robert Bourassa, Pierre Bibeau et Ronald Poupart. Les conseillers en communication de Everest, firme qui avait pris son envol avec les conservateurs, à Sherbrooke, n'ont plus l'ascendant qu'ils avaient en 1998. Mais l'organisateur Bibeau mise désormais sur un nouveau «gourou» dans le décryptage des sondages, Marcel Proulx, un jeune issu de la firme aussi «bleue» que torontoise, Decima Research.

Des tuiles

Des tuiles inattendues se sont abattues sur l'organisation libérale depuis le début de l'année. Pierre Bibeau, l'organisateur de Robert Bourassa, s'était retrouvé comme directeur général de la Société du parc des Îles, à signer le chèque de 300 000\$ pour la commission du lobbyiste péquiste André Desroches. Plus tard, Jean Charest a eu à patiner pour affirmer que les résidents des villes fusionnées auraient le droit de revenir en arrière, comme il l'avait promis l'an dernier... s'ils paient la facture faramineuse du retour aux villes distinctes. Mais le pire restait à venir. Il y a deux semaines, on apprenait que Pierre Bibeau et Ronald Poupart avaient discuté avec un enquêteur privé qui s'était fait fort de fournir

des renseignements compromettants sur le nouveau président de Loto-Québec, Gaétan Frigon. Après avoir mis le gouvernement dans l'embarras sur la question du lobbyisme, les libéraux ont fait sourire en exigeant une enquête... sur eux-mêmes.

Dans les coulisses du PLQ on estime que ces accidents de parcours n'auront aucun impact sur l'électorat aux moment des élections générales. Selon Pierre Bibeau, les élections complémentaires du 15 avril pèseront lourd dans l'alignement de l'organisation libérale pour les élections générales. La popularité de l'ADQ dans Saguenay reste un élément central.

«Avec une étincelle, l'ADQ peut devenir un joueur déterminant dans une générale, et ce ne serait pas de bonnes nouvelles pour le PQ», précise Pierre Bibeau.

Des campagnes en cours, M. Bibeau retient que la règle des deux mandats paraît toujours valable. «Même s'ils ont eu trois chefs, deux mandats c'est toujours un bilan lourd à porter», observe-t-il. «Il

y a une volonté de changement palpable, comme en 1994», observe Pierre Bibeau.

En dépit des signes qui s'accumulent montrant que Bernard Landry reportera les élections générales à 2003, le gourou libéral reste convaincu qu'elles auront lieu l'automne prochain. «Si elles avaient eu lieu l'automne dernier, on aurait eu de la misère à suivre... Plus on a du temps, mieux on sera préparé. Et M. Landry le sait», ajoute-t-il. S'il attend au-delà de novembre 2002, «le PQ va perdre un comté par semaine», prédit l'organisateur libéral.

Au coeur du plan de match du PLQ, il y a la «crédibilité» tant des engagements que du chef. C'est pourquoi la volte-face sur les défections a suscité une si vive réaction du chef libéral.

L'égalité des trois chefs dans l'opinion publique n'est pas pour autant une mauvaise nouvelle. «En 1985, Robert Bourassa était 30 points derrière Pierre Marc Johnson», se souvient M. Bibeau. Nonostante l'équipe ou le pro-

gramme, la prochaine campagne électorale, comme toutes les précédentes braquera le projecteur sur les chefs, précise-t-il.

Les libéraux ont amassé deux fois plus d'argent que les péquistes l'an dernier et pensent rééditer l'exploit cette année. Mais la conséquence la plus tangible des sondages favorables reste le nombre de candidats potentiels. Les aspirants politiciens continuent de frapper à la porte de la permanence de la rue Saint-Denis — on s'est retrouvé à rencontrer un «Tony» Cannavino, qui n'avait rien à voir avec le ténor des syndiqués de la SQ.

Le PLQ cherche avant tout «des gens implantés dans leur milieu», d'insister à l'unisson l'organisateur Pierre Bibeau et le président du PLQ, Marc-André Blanchard. Ce dernier flirte lui-même avec l'idée de se lancer en politique dans la nouvelle circonscription de Soulanges, une terre fertile pour le PLQ. Mais il y a le gendre de Claude Ryan, chef d'une toute jeune famille, qui soupèse encore les nombreux inconvénients de la vie publique.

D'ici l'été, les libéraux auront tenu des assemblées d'investiture dans une cinquantaine de circonscriptions.

Chez les députés, des départs sont prévisibles, notamment Robert Middlemiss, dans l'Outaouais, et Robert Benoît, dans les Cantons-de-l'Est. À Montréal, Pierre-Étienne Laporte libérera la circonscription convoitée d'Outremont pour une vedette. En revanche, contre toute attente, l'ancien ministre André Bourbeau compte solliciter un autre mandat. Il est

tout près d'avoir dans sa circonscription convoitée de Laporte les 1000 membres exigés par la permanence pour donner le feu vert à la tenue d'une assemblée d'investiture, au grand dam du vice-président du PLQ, Jean David, responsable du programme du PLQ, qui visait cette circonscription pour se lancer en politique.

D'autres noms connus sont dans l'antichambre. François Macerola, candidat malheureux dans Vimont en 1998, tentera de nouveau sa chance, mais dans une autre circonscription. Il avait été échaudé par les querelles fratricides dans l'ancienne circonscription de Benoît Fradet il y a quatre ans.

Et les Finances?

Soucieux de s'assurer une crédibilité dans le secteur économique, la matière forte de l'adversaire Bernard Landry, les libéraux maraudent ardemment le milieu des affaires.

Gilles Taillon, qui a finalement fait sa place au soleil à la présidence du Conseil du patronat, sera de nouveau sollicité — il connaît Jean Charest depuis 15 ans. Il était à l'époque directeur de la commission scolaire de Sherbrooke. Mais sa décision est loin d'être prise.

Le nom de Jocelyn Proteau, ancien vice-président du Mouvement Desjardins, circule aussi dans les cercles d'affaires associés aux libéraux. Mais la vedette dont rêvent les stratèges de Jean Charest reste Pierre Brunet, l'ancien patron de Lévesque Beaubien, désormais à la retraite. Chose certaine, dans la tête de Jean Charest, le prochain ministre des Finances n'est pas l'un des élus actuels du caucus libéral.

Or, pour toutes ces «vedettes» la date des élections sera déterminante: six mois plus tôt ou plus tard peut faire toute la différence. «C'était la même chose dans le passé, les candidatures de Paul Gobeil et Liza Frulla, en 1985 et 1989, étaient survenues parce que les élections étaient tombées au moment précis où ils pouvaient envisager un changement de carrière», explique Pierre Bibeau qui, catégorique, soutient qu'il est beaucoup trop tôt pour se livrer à des spéculations sur la liste des futurs candidats vedettes.

Surtout, plus question de «comité de candidature» dirigé par quelqu'un sans expérience politique comme Charles Sirois il y a quatre ans — l'ancien patron de Téléglobe avait sollicité des candidatures de sympathisants péquistes qui avaient embarrassé le PLQ.

«On ne rééditera pas les erreurs de 1998», a dit M. Blanchard. Selon Pierre Bibeau, il est clair qu'il y a quatre ans, «les libéraux avaient été pris de court par le déclenchement à l'automne 1998 d'une campagne qu'on attendait pour le printemps 1999». Ce ne sera pas le cas pour la prochaine campagne, promet-il.

Le bras vengeur...

QUÉBEC — Vous ne la trouverez nulle part, mais elle existe déjà. Même si personne ne peut prédire la date des prochaines élections, les stratèges libéraux ont déjà en tête leur *hit*, la série des postes de mandarins qui devront être comblés par des «hommes de confiance» si Jean Charest est élu.

En tête de liste, Gaétan Frigon, le nouveau président de Loto-Québec qui vient de croiser le fer avec le PLQ dans l'affaire de l'enquête menée par Sirco. Les libéraux avaient déjà dans la mire M. Frigon et le dernier épisode n'a pas amélioré les choses.

Claude Blanchet, dont le mandat a été renouvelé pour cinq ans à la tête de la SGF, en janvier dernier, fait aussi partie des cibles, tout comme Louis Roquet que le gouvernement Landry vient de nommer à la tête de la Société des alcools.

Bien sûr, personne du côté libéral n'en parle ouvertement. «On n'a pas d'esprit revanchard», se contente de dire l'organisateur Pierre Bibeau. «Bien sûr, si on était élu, c'est pour adopter une nouvelle façon de faire, et certains pourraient avoir de la difficulté à incarner ce renouveau», précise-t-il.

Mais dans les coulisses du PLQ, on signale que le chef de cabinet de M. Charest, Ronald Poupart, se souvient avec amertume de son purgatoire. Ancien haut fonctionnaire très proche de Robert Bourassa, M. Poupart avait été tablé au ministère de la Métropole après l'arrivée des péquistes en 1994. «Il avait une lampe et un téléphone, il a fallu qu'il se batte pour avoir une télé. Et il s'en souvient très bien», expliquent des proches.

Le PLQ a même déjà identifié

qui sera le futur secrétaire général du gouvernement, «quelqu'un qui connaît très bien la machine», assure-t-on.

À la Caisse de dépôt, Jean-Claude Scraire terminera son mandat, espère-t-on au PLQ, et l'homme d'affaires Jacques Ménard viserait sa succession. Claude Séguin, actuel prétendant au trône, n'a guère d'appui chez les apparatchiks libéraux qui ont déjà fait circuler que ses présentations comme responsable des finances de Téléglobe avaient provoqué des recours collectifs aux États-Unis (le courtier américain avait même accepté de rembourser ses clients).

À Hydro-Québec, les parieurs du PLQ misent sur l'ancien président de la commission politique, Thierry Vandal, pour chausser les bottines d'André Caillé.

CLAUDE MORIN ET LA GRC

René Lévesque savait

« Je vous en prie, demande René Lévesque à Lorraine Lagacé, n'en parlez à personne et surtout pas à monsieur Parizeau, cela va de soi. »

À l'été 1981, la Commission fédérale d'enquête sur les activités de la Gendarmerie royale du Canada, aussi appelée la Commission McDonald, publie une partie de son rapport. Lorraine Lagacé, qui est alors directrice du bureau du gouvernement du Québec à Ottawa, en reçoit une copie d'une source anonyme. Un passage du rapport, qui mentionne qu'une source à l'intérieur du Parti québécois informe la GRC, a été souligné pour attirer son attention. La Commission désigne l'informateur péquiste par la lettre « M ». Lorraine Lagacé ne saisit pas la portée du passage annoté. Elle en parle à son patron, le ministre des Affaires intergouvernementales (Claude Morin). À la même époque, le contrôleur de Claude Morin, Jean-Louis Gagnon, habite dans le même immeuble qu'elle.

Quand la jeune femme lui fait part de cette étrange coïncidence, Claude Morin en déduit que Lorraine Lagacé a compris qu'il était la personne derrière le « M », aussi surnommé « French minuet » ou encore « Q-1 ». Nous sommes en octobre 1981. Lorraine Lagacé est furieuse : « Toi, le moins fougueux des indépendantistes, c'est toi qui fais du zèle au point de te faire agent secret ? Si encore tu étais un pur et dur, mais non, ton Québec, c'est celui de Bourassa... Toi qui nous as fait tourner en rond si souvent ? »

Vers la mi-octobre, Lorraine Lagacé se rend au bureau du premier ministre à Montréal, dans la tour d'Hydro-Québec. Elle apprend à René Lévesque que son ministre, le grand stratège péquiste, rencontre depuis des années des agents de la GRC et qu'il est rétribué pour les renseignements qu'il fournit à la police fédérale. « Monsieur Lévesque, Claude Morin est sur le pay-roll de la GRC ! »

René Lévesque pâlit et se précipite à la salle de bains afin de s'asperger le visage. Il semble profondément ébranlé. Lorraine Lagacé pense même qu'il a eu un malaise cardiaque. Quand Jean-Roch Boivin entre dans le bureau du premier ministre, à la demande de ce dernier, il a la même impression : « Son visage est devenu gris comme de la cendre de poêle mort dont le feu est éteint depuis deux jours. Je n'ai jamais vu Lévesque décomposé comme ça. » Je vous en prie, demande René Lévesque à Lorraine Lagacé, n'en parlez à personne et surtout pas à monsieur Parizeau, cela va de soi. Au dire de Lorraine Lagacé, le chef du Parti québécois « savait très bien que cette révélation allait faire sauter le gouvernement, si des gens comme Jacques Parizeau venaient à apprendre la nouvelle ».

Le premier ministre demande ensuite à son chef de cabinet s'il est au courant de cette histoire : « Monsieur Boivin, madame Lagacé me dit que Claude Morin envoie des rapports à la GRC. Est-ce le cas ? » Jean-Roch Boivin demande à Lorraine Lagacé de sortir. Seul avec René Lévesque, il lui répond : « C'est vrai. » Le premier ministre apprend ainsi que Jean-Roch Boivin est au courant des activités secrètes de Claude Morin depuis un an. Marc-André Bédard lui en a parlé. René Lévesque fait venir son ministre de la Justice, qui lui confirme la nouvelle et lui dit du même souffle : « Claude Morin n'a pas trahi les intérêts du Québec. Je demeure convaincu de sa loyauté. » Lévesque n'a pas cru que monsieur Morin « avait » desservi les intérêts du Québec, ajoute Jean-Roch Boivin. Cependant, il trouvait que Claude Morin avait fait preuve d'une naïveté incroyable en se confiant à Lorraine Lagacé.

Parmi les hommes de confiance de René Lévesque, seul Michel Carpentier doute de la loyauté du ministre des Affaires intergouvernementales. Craignant que René Lévesque ne donne aucune suite à ces révélations, il demande à Lorraine Lagacé de recueillir une preuve en enregistrant les aveux de Claude Morin à son insu. Lorraine Lagacé accepte, mais elle doit auparavant se consacrer à la préparation de la conférence constitutionnelle de novembre 1981. « Je me souviens de cette conférence et du climat de désorganisation. Claude Morin suait à grosses gouttes, il se doutait bien que j'avais parlé à Lévesque. »

Quelques semaines après la pénible nuit des longs couteaux, Lorraine Lagacé enregistre Claude Morin. Le 18 novembre 1981, ces propos sont captés dans la chambre 519 de l'hôtel Loews Le Concorde de Québec, dans l'ascenseur, ainsi qu'au restaurant l'Astral au sommet de l'hôtel. La cassette compromettante est remise à Michel Carpentier. René Lévesque en prend connaissance quelque temps après. Les jours de Claude Morin en politique active sont comptés.

Le 26 novembre, Claude Morin est convoqué au bureau du premier ministre. René Lévesque confronte son stratège constitutionnel aux informations qu'il possède. Claude Morin reconnaît ses torts. Le premier ministre exige alors sa démission, mais Jean-Roch Boivin lui demande auparavant de consigner ses aveux dans une lettre signée de sa main, afin de protéger René Lévesque.

En exigeant la démission de Claude Morin, René Lévesque cherche uniquement à protéger son gouvernement, car il accepte, par ailleurs, la version de Claude Morin selon laquelle ce dernier n'a pas trahi le Québec. Il faut dire que Marc-André Bédard et Jean-Roch Boivin encourageaient fortement René Lévesque à penser ainsi. Les deux hommes, qui savaient depuis un certain temps que le ministre des Affaires intergouvernementales était rétribué par la GRC, pouvaient difficilement condamner Claude Morin sans se condamner eux-mêmes aux yeux du premier ministre.

Quand maître corbeau laisse tomber le fromage

Claude Morin soutient qu'il a rencontré la GRC afin de prévenir les coups contre le Parti québécois. Or, quand il amorce cette nouvelle série de rendez-vous avec les services secrets, en 1974, il ne réussit pas à apprendre que le SSGRC a subtilisé les listes du Parti québécois en janvier 1973 (l'opération HAM). Il semble qu'il n'ait rien découvert non plus sur les micros installés à la permanence du parti ou sur les autres informateurs de la GRC qui infiltrèrent le mouvement souverainiste. « On en a à peine parlé, résume Claude Morin. J'ai établi comme règle que nous ne parlions pas des affaires internes. Nous ne parlions que des relations internationales. » Étrange procédé qui a pour effet de lui fermer la porte sur les agissements de la GRC envers son propre parti.

Pourtant, en 1974 et 1975, Léo Fontaine ne se gêne pas pour lui poser des questions sur le fonctionnement « interne » du Parti québécois. « Il m'interrompt à quelques reprises pour me parler de « l'aile gauche » du parti, rappelle Claude Morin. Je crois avoir remis les choses en place, en lui faisant littéralement un dessin du fonctionnement du parti et de son mode de financement. » Puis, Claude Morin se montre également généreux en renseignements auprès de l'agent de la GRC qui veut en savoir plus sur l'idée de l'étapisme référendaire qu'il tente de faire accepter à son parti : « Je lui fis donc encore un topo sur ce que j'avais expliqué la fois précédente, en lui exposant cette fois mon opinion sur le référendum », raconte-t-il, fièrement.

Morin révèle des choses et en apprend

Le père de l'étapisme révèle donc des choses, mais il en apprend aussi : « J'étais en train d'apprendre qui les services de sécurité de la RCMP (GRC) soupçonnaient », écrit-il dans un document notarié datant de mars 1975. L'agent Fontaine lui a dressé une liste des gens qui sont suivis par la GRC. Toutefois, Claude Morin ne prévient aucune des personnes concernées. L'agent Beaudoin (...) Mais de toute façon, les micros n'ont pas « fonctionné ». Je ne l'ai pas dit à Louise Beaudoin. Je me suis dit : C'est un piège, et puis si je lui dis cela, je la connais, elle va colporter ça partout ! »

Il sait que Louise Beaudoin, qui travaille à ses côtés à l'École nationale d'administration publique et au sein du Parti québécois, est l'objet d'écoute électronique. « La seule chose que j'ai sue, c'est qu'ils avaient (le SSGRC) essayé de m'enlever des contacts. Louise Beaudoin (...) Mais de toute façon, les micros n'ont pas « fonctionné ». Je ne l'ai pas dit à Louise Beaudoin. Je me suis dit : C'est un piège, et puis si je lui dis cela, je la connais, elle va colporter ça partout ! »

Louise Beaudoin, la future chef de cabinet de Claude Morin, n'est pas seulement sous écoute. Elle est également la cible d'un vol par les services secrets de la GRC : « Ils ont volé le sac à main de Louise quand elle est allée au Nouveau-Brunswick (elle y accompagnait le Français Philippe Rossillon). Il y a quelqu'un là-bas qui a eu comme instruction d'aller (...) Elle se fait voler son sac à main dans lequel il est supposé y avoir des listes, mais il n'y avait rien. » Décidément, Claude Morin était bien informé...

Si le ministre des Affaires intergouvernementales semble partager les confidences des services secrets de la GRC, il n'en fait rien avec son parti : « Il a fallu que « le SSGRC » m'explique certains des moyens qu'ils prenaient pour savoir, mais cela je n'en ai jamais parlé. Je l'ai promis et je ne le ferai pas », jure Claude Morin. Léo Fontaine lui donne des directives à propos des renseignements qu'il lui transmet : « Vous vous engagez sur votre honneur, à ne jamais les divulguer. Il s'agit de la sécurité nationale ou le secret s'impose. » Ce type d'engagement semble profiter beaucoup plus à la GRC qu'aux membres du Parti québécois.

Et qu'en est-il du réseau Parizeau ? Les souvenirs de Claude Morin à ce sujet sont nébuleux : « Je me demande si son nom a été mentionné une fois... OUI ! Il l'a été pour l'affaire du 300 000 \$. » Il fait référence ici à la rumeur voulant que la France ait versé une importante somme d'argent au Parti québécois. Qui a abordé cette question ? « Ça doit venir de moi, ça doit être moi qui ai posé le problème parce que... Ah ! Il me parlait de Rossillon... Non, je m'en souviens pas, il faudrait que je regarde mes notes. »

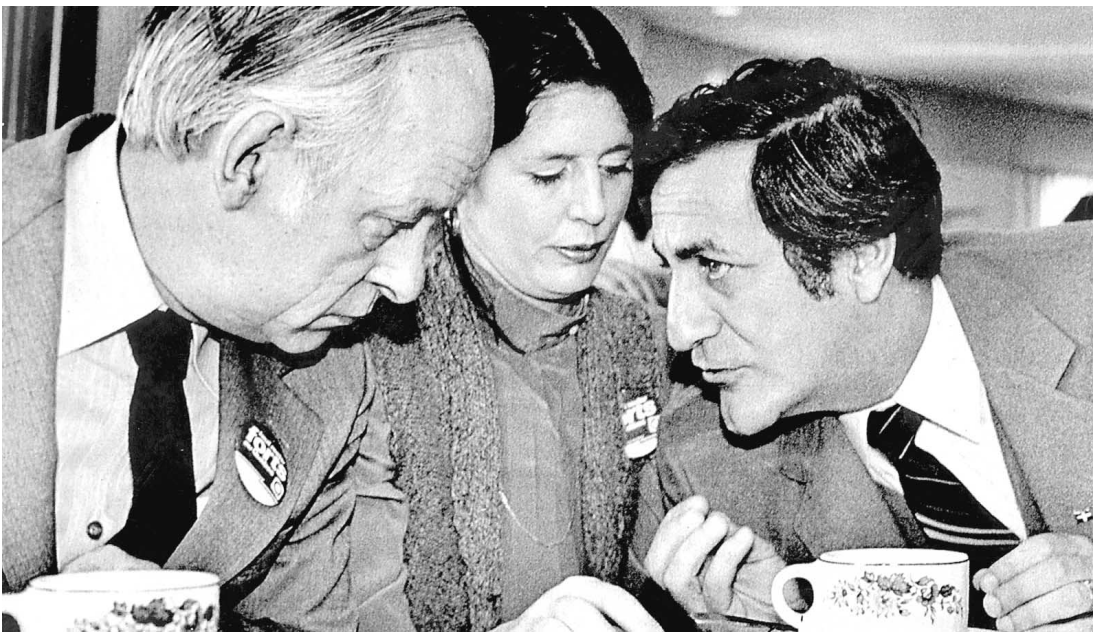
L'analyse des notes de Claude Morin, celles qui ont été rendues publiques en 1992, permet de constater que la GRC a cherché à connaître l'identité de celui qui avait alimenté le journal *Le Jour*, en avril 1974, et rendu possible la publication du plan Neat Pitch. Fort inquiet, l'agent Léo Fontaine demande à son informateur comment, à son avis, le journal a obtenu le document : « Je lui répondis que je n'en savais rien et que même si je le savais, je ne lui dirais pas. » Claude Morin ne le savait pas, parce que le réseau Parizeau n'entretenait aucun rapport avec le père de l'étapisme.



La Presse publie aujourd'hui en exclusivité un extrait de Jacques Parizeau — Le Baron, deuxième tome de la biographie en trois volets écrite par Pierre Duchesne et éditée par Québec / Amérique (en librairie mercredi). Dans le passage qui suit, l'auteur apporte un éclairage inédit sur les liens particuliers de l'ancien ministre Claude Morin avec les services de renseignement canadiens et, surtout, sur ce que René Lévesque savait sur son ministre.



1978 : René Lévesque, Claude Morin et Pierre Parizeau. Derrière ce dernier, Camille Laurin. Photo du bas, Claude Morin et Marcel Léger, en février 1973.



Lorraine Lagacé, Denis Vaugeois (1980), Jean-Roch Boivin (1983). Photo de gauche, René Lévesque et son fidèle collaborateur Marc-André Bédard (1981). Jacques Parizeau et René Lévesque (1982). Enfin, Claude Morin (1976) vient d'être nommé ministre des Affaires intergouvernementales.



Tromperie et chantage

En rencontrant secrètement des agents de la GRC et en acceptant d'être rémunéré par eux, Claude Morin ne semble pas réaliser qu'il se place dans une situation d'extrême vulnérabilité. A tout moment, il peut faire l'objet de chantage. Élu député et nommé ministre en 1976, il devient une cible rêvée pour ses ennemis. Une simple révélation sur son comportement avec la GRC risquerait de précipiter René Lévesque et son gouvernement dans une crise majeure.

Au début de l'année 1975, quand il accepte de travailler pour la GRC, Claude Morin pose la question suivante à Léo Fontaine : « Quelle garantie aurai-je qu'on ne me fera pas éventuellement chanter ? » — La GRC ne fait jamais chanter personne, répond l'agent Fontaine. Et de toute façon, comment faire chanter quelqu'un sur qui il n'existe aucune preuve ?

« Je ne serais pas non plus photographié, puisque les rencontres auraient lieu dans une chambre d'hôtel », écrit Claude Morin. Or, Léo Fontaine ment car Donald Cobb, le grand patron de la Section G, responsable des actions contre les séparatistes et les terroristes, décide de filmer Claude Morin en action dans une chambre d'hôtel, au moment où il reçoit une enveloppe remplie de billets de banque. L'agent Gilbert Albert est chargé d'installer

une caméra derrière le miroir de la chambre d'hôtel du Concorde et d'enregistrer ce qui devient un élément de preuve. Claude Morin a donc été filmé à son insu.

En résumé, les activités de renseignement menées par Claude Morin auprès de la GRC, et ce, contre rémunération, lui ont permis d'apprendre que certains souverainistes faisaient l'objet de filature de la police fédérale et que des micros avaient même été installés chez certains d'entre eux, mais il n'en a rien dit aux personnes concernées. Il participe à une opération de contre-espionnage pour la GRC, afin d'éviter que le Parti québécois ne soit infiltré par des éléments étrangers qualifiés de dangereux par la police fédérale, mais en contrepartie, il semble n'avoir recueilli au-

cun renseignement lui permettant de mettre fin aux activités des services secrets fédéraux qui infiltraient l'organisation péquiste.

Quand René Lévesque découvre la situation, il accuse le choc et exige la démission de Claude Morin. Le premier ministre du Québec pose alors un geste étonnant. Dans les semaines qui suivent la démission du ministre Morin, René Lévesque lui offre le poste de délégué général du Québec à Paris, « une fois qu'Yves Michaud aura terminé son mandat ». Claude Morin refuse, mais comment expliquer que celui qui a été jugé inapte à occuper la fonction de ministre des Affaires intergouvernementales se voit offrir le poste diplomatique le plus prestigieux et le plus important de l'État québécois ? Qu'est-ce qui a poussé

René Lévesque à agir ainsi ? Il semble bien que le premier ministre du Québec en savait plus sur les rapports qu'entretenait Claude Morin avec la GRC qu'il n'a voulu le laisser croire.

Protéger le premier ministre

Jean-Roch Boivin et Marc-André Bédard vouent une totale admiration à leur chef. Leur rôle consiste à protéger le premier ministre en toutes circonstances. Aussi, soutiennent-ils fermement que René Lévesque ne savait rien des rencontres que son stratège constitutionnel avait avec la GRC. Ils trouvent ridicules les déclarations répétées de Claude Morin selon lesquelles il aurait informé René Lévesque d'une partie de ses activités d'espionnage, dès la fin du mois d'avril 1975.

« J'ai voulu lui dire et il a ri de moi », raconte Claude Morin. Yves Michaud se souvient de l'épisode : « Claude m'a parlé de la réaction de Lévesque. Il se foutait de ce genre de choses. Pour Lévesque, c'était des vécus. » Claude Morin soutient qu'il en a parlé à nouveau à René Lévesque en 1979.

« Monsieur Lévesque n'a pas perdu confiance en Claude Morin. La preuve, c'est qu'il a continué à avoir des relations sociales avec le couple Morin », rappelle Jean-Roch Boivin. Mais René Lévesque savait-il tout ? Le premier ministre se doutait-il que son conseiller constitutionnel était payé par la GRC ? René Lévesque n'a vraisemblablement pas voulu pénétrer davantage dans les marécages du renseignement politique, s'en moquant même à l'occasion. Il a laissé Claude Morin s'y dépitier, sans trop faire de suivi, au même titre qu'il avait permis à Jacques Parizeau de mener des activités semblables, quelques années avant l'accession au pouvoir du Parti québécois. Nombreux sont les renseignements qu'un chef de parti et futur premier ministre ne désire pas connaître...

Des mois avant que Claude Morin fasse ses aveux dans une lettre confidentielle et démissionne, René Lévesque rencontre Denis Vaugeois. Nous sommes en avril 1981. Le Parti québécois a repris le pouvoir à la suite de l'élection du 13 avril. Le chef du gouvernement a la pénible tâche d'annoncer à celui qui occupe le poste de ministre des Affaires culturelles qu'il perd son ministère. Denis Vaugeois, qui avait vu venir le coup, n'est pas très surpris de redevenir un simple député. « J'ai autre chose pour vous », lui dit toutefois René Lévesque. Il propose alors à Denis Vaugeois de devenir l'adjoint parlementaire de Claude Charbon, leader du gouvernement et ministre délégué aux Affaires parlementaires, ce que l'historien de carrière s'empresse d'accepter. Puis, la discussion s'engage sur l'avenir du Parti québécois. C'est à ce moment-là que René Lévesque confie à Denis Vaugeois qu'il sait que son ministre des Affaires intergouvernementales entretient des rapports avec la GRC. « Monsieur Lévesque me l'a dit, révèle Denis Vaugeois. Il appelait ça les « folies à Morin ». Cela faisait longtemps qu'il le savait. »

Par conséquent, à l'automne 1981, quand Lorraine Lagacé révèle à René Lévesque que son ministre des Affaires intergouvernementales tient des rencontres avec les services secrets canadiens, « Lagacé lui a dit des choses qu'il savait déjà », nous révèle Denis Vaugeois. La surprise de René Lévesque, qui se transforme alors en profond malaise, tient vraisemblablement au fait que le premier ministre ignorait les détails de l'engagement liant Claude Morin à la GRC. Le fait d'apprendre qu'il était payé à titre d'informateur de la police fédérale a visiblement perturbé le premier ministre du Québec.

La démission

Lorsque la démission de Claude Morin est rendue publique, personne ne se doute de la tragédie qui est à l'origine de son geste. L'opinion publique croit plutôt que c'est la suite des longs couteaux qui a épuisé et détruit le maître des négociations constitutionnelles.

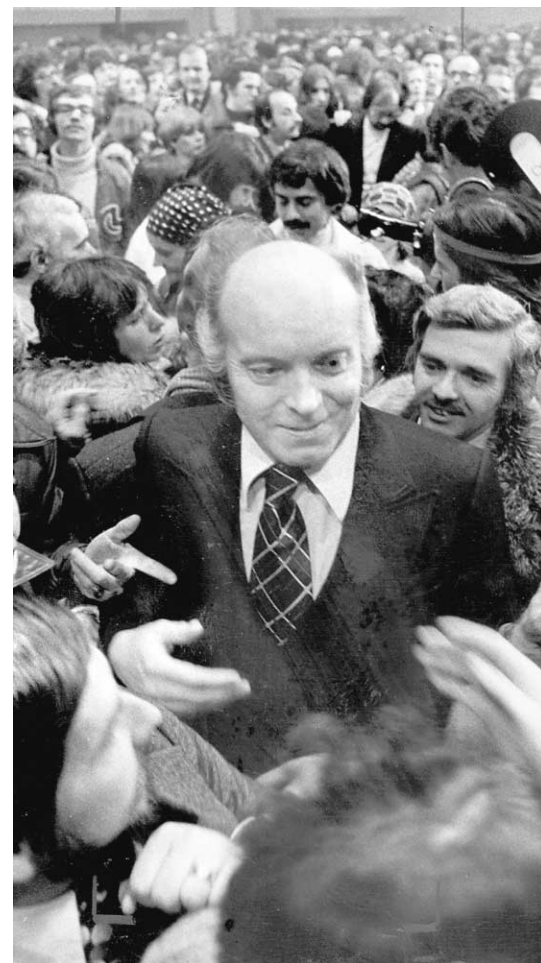
À la lettre de démission officielle de Claude Morin, René Lévesque répond : « Mon cher collègue (...) ai-je besoin de vous dire la peine très réelle que je ressens (...) L'on verra de plus en plus clairement à quel point vous aurez contribué à faire avancer notre cause de façon durable (...) Il n'est heureusement pas nécessaire d'être au gouvernement pour avoir l'occasion de se revoir (...) »

De son côté, Jean-Roch Boivin prend les mesures nécessaires pour protéger son chef. Il s'empresse de faire écrire une lettre à Claude Morin dans laquelle ce dernier reconnaît que c'est en novembre 1981 qu'il a parlé pour la première fois de ses agissements à René Lévesque. « Celui-ci tenait à ce que ma lettre mentionne les mots pour la première fois, parce que son souvenir de mes démarches antérieures était trop imprécis pour lui permettre de répondre correctement aux questions qu'on lui poserait si le tout atteignait dans les médias », écrit Claude Morin, en novembre 2001.

À la suite de ces incidents, René Lévesque et Claude Morin continuent de se fréquenter. Ils prennent même des vacances ensemble avec leurs épouses. En 1984, René Lévesque nomme Claude Morin administrateur de la Société générale de financement. Malgré ses antécédents avec la GRC, le père de l'étapisme continue d'être consulté sur des questions de stratégie politique. À l'automne 1984, il participe à une réunion devant pousser le gouvernement de René Lévesque dans la voie du « beau risque », une stratégie élaborée l'été précédent.

En 1986, Claude Morin fait parvenir à René Lévesque le manuscrit de son livre, *L'Art de l'impossible : la diplomatie québécoise depuis 1960*. Avant que le livre ne soit publié, René Lévesque lui fait part de plusieurs commentaires et il lui suggère même le titre de l'ouvrage. Toujours en 1986, quand René Lévesque publie son autobiographie, les lecteurs constatent que le fondateur du Parti québécois ne critique Claude Morin à aucun moment. Au contraire, les passages concernant son ministre des Affaires intergouvernementales sont flatteurs. En septembre 1987, René Lévesque célèbre officiellement chez lui ses 65 ans, en compagnie d'Yves Michaud, de Claude Morin et de leurs épouses. La sœur de René Lévesque, Alice, assiste également à la fête avec son mari.

René Lévesque est donc incapable de condamner Claude Morin qui l'a, en partie, tenu au courant de ses activités avec les GRC. Il s'inquiète toutefois de la réaction de Jacques Parizeau. Il sait bien que celui-ci ne pourrait tolérer un tel comportement.



La naïveté condamnée

« Lévesque n'a pas cru que monsieur Morin ait desservi les intérêts du Québec, témoigne Jean-Roch Boivin. Cependant, il trouvait ça d'une naïveté incroyable que son ministre des Affaires intergouvernementales se soit confié à Lorraine Lagacé « qui parle beaucoup ». Deuxièmement, il « trouvait » d'une incorrection incroyable de faire une chose semblable, même s'il le « faisait » de bonne foi. Dès que tu as la preuve qu'un ministre parle « à la GRC », quand bien même il dirait des niaiseries, et qu'il accepte de l'argent, ne serait-ce que 100 \$, bien c'est lui qui est pogné, ce n'est pas eux autres « à la GRC ». C'est ça la grande naïveté. » Et c'est cette naïveté que René Lévesque a condamnée.

Denis Vaugeois ajoute que René Lévesque savait que son stratège constitutionnel rentrait la GRC avant même qu'il ne devienne premier ministre du Québec. « Claude Morin en « a parlé » à René Lévesque lorsqu'il « a été » candidat en 1976. Il en a également parlé avec d'autres, soutient Denis Vaugeois. Il en a parlé à Louis Bernard, c'est sûr. » Rappelons qu'au milieu des années 60, cet homme travaillait sous la direction de Claude Morin au ministère des Affaires fédérales-provinciales. Morin et Bernard se connaissaient donc très bien.

« Dans ces années-là, Louis Bernard était l'homme de confiance de Claude Morin, dit Denis Vaugeois. Louis Bernard est, par ailleurs, une vraie tombe lorsqu'il s'agit de garder des secrets d'État. » En 1976, il a assumé les fonctions de chef de cabinet de René Lé-

PARTENAIRES D'ICI ET D'AILLEURS

J'aime ta couleur café

JUSTINE LESAGE et
ÉRIC ST-PIERRE
collaboration spéciale

UNE COULEUR, l'odeur d'un café fraîchement torréfié, le cérémonial de la première tasse du matin. Bien au-delà de l'éveil des sens, c'est aussi un choix de consommation, un acte politique. Le café est devenu le symbole d'un engagement dans la voie d'un système commercial à échelle humaine : le commerce équitable.

Cette alternative est doublement importante avec la crise qui secoue l'industrie du café depuis cinq ans alors que les cours du marché sont à leur plus bas niveau des 30 dernières années.

Entre 900 et 1600 mètres d'altitude, dans la cordillère de Tilaran au Costa Rica, les 600 membres de la coopérative El Dos cultivent « l'or vert ».

Lundi matin, 7h. Roger Guzman Castro, sa femme Gladys et leurs cinq enfants, Vanessa, Randal, Eddy, Rubben et Doriams, se retrouvent sur la plantation familiale. Il y aura bientôt deux ans que Roger et sa famille ont quitté la ville pour acheter une ferme de 10 hectares. Après 20 ans à travailler dans une fabrique de ciment, ils s'habituent peu à peu à la vie de campagne. L'ambiance est décontractée. Cueillant les grains de café, tout le monde se remémore la fête du samedi soir et les talents de danseurs de chacun. Les commentaires fusent sur la performance de la « sélection nationale » du Costa Rica dans le tournoi de football de la Copa de Oro à Miami. Ce matin-là, ils reçoivent la visite de Christian Umana Salazar, l'ingénieur agricole de Coocafé.

Fondée en 1988, la coopérative Coocafé représente 3500 petits producteurs ayant une récolte moyenne de 1200 kilos de café chacun. Ces membres sont regroupés en neuf coopératives régionales, à l'image d'El Dos. Cette union permet la convergence des forces de chacun, de la production à la commercialisation. Production tout d'abord, grâce à l'expertise d'hommes qui, comme Christian, mettent leur savoir-faire au service de la communauté.

Commercialisation ensuite afin de devenir, ensemble, un acteur suffisamment important du circuit commercial, pour se permettre de négocier directement le produit avec les importateurs étrangers. Éviter de passer par les « coyotes », les intermédiaires locaux qui rachètent le café à des prix plus que dérisoires et parvenir, malgré la crise, à obtenir un prix juste pour leur café. Au total, 30 % du café de Coocafé est vendu suivant les principes du commerce équitable.

Les sept piliers de l'engagement

Les petits producteurs, les gens du terrain, les pays du Sud sont au centre des préoccupations touchant le commerce équitable.

Le principe fondamental est de leur garantir un prix juste en retour de leur travail. Et eux, de leur côté, doivent répondre à certains critères dans le mode de fonctionnement des coopératives et dans la manière dont leurs bénéfices sont réinvestis.

> Le premier principe du commerce équitable est celui du commerce direct.

Dans le système de distribution conventionnel, le prix d'un paquet de café se répartit grossièrement comme suit : 86 % vont au torréfacteur, distributeur et détaillant, 2 % à l'importateur, 4 % aux intermédiaires locaux, 4 % à l'exportateur et 4 % au paysan.

Avec le commerce équitable, ce système est réduit à quatre principaux intermédiaires : 84 % vont au torréfacteur, distributeur et détaillant, 2 % vont à l'importateur, 2 % à la coopérative et enfin 12 % au paysan producteur.

Oxfam-Québec, qui importe une partie de la production de Coocafé, est un des plus gros organismes distributeurs de café équitable au Québec. La distribution de ce café se fait directement au niveau corporatif et, pour le grand public, chez divers détaillants dont les magasins Provigo-Loblaws. Plusieurs autres endroits offrent ce choix à leurs clients, comme Café Rico.

> Le deuxième principe est celui du crédit.

Les organismes de commerce équitable fournissent bien souvent du crédit à taux d'intérêt régulier aux coopératives de petits producteurs. Carlos Fayas, directeur général de Coocafé au Costa Rica nous en explique l'importance : « Au Costa Rica, depuis le début de la crise l'an passé, les banques ne veulent plus prêter au secteur du café. Certaines vont financer seulement avec l'appui de contrats d'exportation, avec des garanties très difficiles à atteindre et des taux d'intérêt qui dépassent les 20 %. » Et pour souligner l'apport de l'organisation : « Une des fonctions importantes de Coocafé est le financement des coopératives. Nous avons un fonds pour les infrastructures, comme la construction de nouvelles usines. Nous avons également un fonds pour financer le cycle de la récolte et enfin un troisième pour des prêts à court terme sur des contrats d'exportation afin de financer le travail avant que le café soit acheminé au port. »

> Le troisième engagement est le long terme.

Les importateurs donnent des garanties d'engagement à long terme, ce qui permet aux producteurs de mieux planifier leurs récoltes.

> Vient ensuite le principe du « prix juste ».

La Presse termine aujourd'hui la publication de sa série de 12 articles conçue en collaboration avec Oxfam-Québec et portant sur des projets de coopération internationale. Dix jeunes journalistes et photographes québécois ont parcouru le globe afin de produire cette série qui met en relief la qualité du travail de plusieurs coopérants canadiens et souligne l'importance de la solidarité entre populations du Nord et du Sud.



Photo ÉRIC ST-PIERRE, collaboration spéciale

Esdras Vega Gonzalez contrôle la qualité des cafés avant l'exportation.

C'est conjointement que les producteurs et les organismes de commerce équitable fixent les prix. Ceux-ci doivent tenir compte des besoins des paysans producteurs et également de la réalité des marchés des pays importateurs. Il faut donc d'une part couvrir les coûts de production et obtenir un profit permettant au travailleur de subvenir au minimum à ses besoins et, d'autre part, parvenir à vendre le produit à des prix qui restent raisonnables. Le prix équitable garanti est de 1,26 US \$ la livre alors que les prix de la bourse de New York oscillent actuellement entre 0,46 US \$ et 0,48 US \$, soit trois fois moins pour le même café.

> Le cinquième point touche la protection de l'environnement et le développement communautaire.

Les producteurs soutenus par les organismes de commerce équitable doivent développer des pratiques agricoles durables. Cela aboutit fréquemment à des certifications de production biologique, qui permettent même aux producteurs d'accéder à de nouveaux créneaux de distribution. En effet, les coopératives encouragent les membres à remplacer progressivement les pesticides et autres produits chimiques par des procédés naturels. Asdrubal Rodriguez Visquez, un des producteurs de Coocafé, raconte : « L'année où j'ai arrêté d'utiliser des pesticides et des fertilisants, ma production a baissé de moitié. On arrêtrait les produits chimiques, mais à part le compost, on n'avait pas de solution de rechange. Coocafé m'a appris à faire des mélanges avec les plantes que je trouve sur ma ferme, pour contrer les maladies des caféiers et pour engraisser les plantes. Avec les années, mes caféiers ont repris de la force. J'ai même dépassé mon ancien volume de production. »

N'oublions pas, dans ce cinquième volet, l'importance du développement communautaire, comme le souligne Juan Carlos Alvarez, gérant de la coopérative El Dos : « Nous distribuons des bourses d'études secondaires et universitaires, des petites bourses aux écoles primaires pour l'achat de matériel sco-

laire. Nous appuyons aussi des rénovations dans les écoles et des travaux communautaires comme la réfection des routes, ainsi que des aides directes aux membres pour des soins de santé. Les fonds sont en partie reçus des programmes sociaux de Coocafé comme Hijos del Campo et la coopérative y ajoute ensuite sa part. »

> Le sixième volet de l'engagement dans le commerce équitable concerne au premier plan les organismes importateurs : l'information du public.

Ces derniers s'engagent à diffuser un maximum d'information auprès des consommateurs, autant sur les producteurs que sur la nécessité du commerce équitable. À cet égard, nous pouvons souligner le travail de certains groupes, comme Oxfam-Québec, Équiterre et Transfair, l'organisme de certification équitable au Canada.

> Enfin, le septième et dernier pilier : la gestion démocratique.

Fidèle au cri de ralliement des opprimés, c'est « un paysan, un vote ». L'organisation des coopératives de producteurs de café participants au système équitable doit être démocratique. Du processus décisionnel à la répartition des profits, tous les travailleurs doivent avoir une voix et les bénéfices doivent être répartis équitablement.

Antimondialisation ?

Ultra libéralisme économique et mondialisation : une musique désormais familière et incontournable. Qu'en est-il du commerce équitable dans le concert des protestations ? Victor Ferreira, président de l'organisme Max Havelaar-France, à l'origine du commerce équitable en Europe, explique : « Je ne sais pas si c'est de l'antimondialisation. En tout cas, il s'agit de réagir à la mondialisation libérale telle qu'on la connaît aujourd'hui. C'est en fait un outil concret, pragmatique, facile à utiliser pour chaque citoyen. On peut choisir d'agir concrètement contre la misère, contre la pauvreté et c'est une façon de participer à une autre forme de mondialisation. »

Les réactions des acteurs de circuits conventionnels tendent à confirmer l'importance que commence à prendre l'équitable dans le commerce mondial. La part de marché de ce dernier tourne autour des 1 % chez nous où il commence tout juste à s'implanter. Au Pays-Bas, en Allemagne, il faut parler de 5 %. Alvin Suissa, un des administrateurs de Ken Gabbay, l'importateur de café le plus important au Québec, montre un vif intérêt envers l'évolution de ce marché. « Ma vision est très positive. Le commerce équitable s'implante tout doucement et il faut suivre l'influence que cela va avoir sur les producteurs. Nous importons aussi leurs produits et nos principaux clients sont les petits détaillants, qui sont à l'écoute de la clientèle. Les gros acheteurs, comme Procter & Gamble, ne suivent pas vraiment. Or, ils représentent 80 % à 90 % du marché. Mais cela dit, nous avons vraiment vu le marché progresser d'année en année et s'il n'est pas plus important, c'est sans doute uniquement par manque d'information du public. »

Parallèlement, les acteurs des circuits conventionnels, qui tiennent à profiter des élans de sympathie du public pour l'équitable et qui y voient l'occasion de redorer leur blason, tentent de récupérer une part de ce marché, à l'image de Starbucks. Aux États-Unis, Starbucks est l'équivalent de nos A.L. Van Houtte ou Second Cup. L'entreprise américaine s'est engagée à élaborer un code de conduite visant à l'amélioration des conditions de travail de ses fournisseurs au Guatemala. Elle s'est également engagée à consacrer 5 % de ses importations à l'équitable. Depuis 1996 toutefois, année de ces engagements, les conditions des producteurs n'ont pas changé et la part réservée au café équitable est restée infime. Ce non-respect des engagements a deux répercussions. Tout d'abord la grogne des consommateurs qui ont pris l'entreprise pour cible à travers les États-Unis et le Canada anglophone ; cela souligne également l'importance des contrôles et des organismes certificateurs pour le respect des normes du commerce équitable. Plus près de nous, des entreprises comme A.L. Van Houtte réservent une part infime de leur distribution à l'équitable, mais elles ne semblent pas avoir pris position dans le débat, comme le souligne leur refus de répondre à nos questions.

Consom'acteurs

Quand le geste le plus banal devient une arme politique, quand le choix de consommation donne à chacun d'entre nous, quotidiennement, plus de poids sur l'échiquier économique mondial, la sensibilisation devient primordiale. Le développement du commerce équitable passe par l'éducation du grand public, encore peu mobilisé par manque d'information. Pourtant, déjà en 1998, un sondage CROP montrait que 41 % des Canadiens sont prêts à payer plus cher pour avoir du café équitable. C'est donc à cette tâche que se sont attelés des organismes comme Oxfam-Québec et c'est pour les soutenir dans leurs efforts que des entreprises, comme le Cirque du Soleil, les ont choisis comme uniques fournisseurs de café.

Si la mondialisation reste un concept, les effets qu'elle a sur les petits producteurs du Sud sont eux, bien réels, aussi concrets que les répercussions du commerce équitable sur ceux qui y participent, comme en témoigne Roger Guzman, à la coopérative El Dos : « C'est un peu difficile avec la crise actuelle. Je ne peux pas dire que je rentre dans mes frais. Mais au moins, ma ferme n'est pas endettée comme certaines fermes du coin. »

L'expérience de Coocafé au Costa Rica est exemplaire en ce sens. Les revenus plus importants générés par le commerce équitable ont permis l'implantation de programmes sociaux solides, mais également le rachat de terres et leur distribution aux familles. Juan Carlos Alvarez, gérant d'El Dos, raconte : « En rachetant des fermes, là où subsistaient trois propriétaires et quelques employés, il y a aujourd'hui 55 familles. Nous leur offrons le financement pour l'achat des terres et l'établissement d'une plantation de café. Nous offrons ensuite un suivi et un soutien technique, mais les terres leur appartiennent. »

Utopie ou réalisme ? « Les deux. Utopie parce que je vois que dans quelques années, le commerce équitable peut aller jusqu'à devenir un véritable outil de régulation du commerce mondial et réalisme, parce que cette utopie, qui peut être considérée comme une idée complètement folle, est en fait utilisée concrètement aujourd'hui et ça dépend des gens, de chacun d'entre nous. Si chacun fait un effort en terme d'achat, on peut aller très loin. Et cette utopie peut devenir réaliste. » Ainsi conclut Victor Ferreira, président de Max Havelaar-France.

Ce reportage a été dirigé et rédigé par Justine Lesage avec le concours d'Éric St-Pierre sur le terrain. Tous les textes de cette série sont disponibles sur le site Web d'Oxfam-Québec : www.oxfam.qc.ca

Pour en savoir plus sur les principes du commerce équitable : www.oxfam.qc.ca www.equiterre.qc.ca

QUESTION 12 : Quelle entreprise québécoise a choisi Oxfam-Québec comme unique fournisseur de café équitable ?

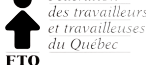
GRAND CONCOURS



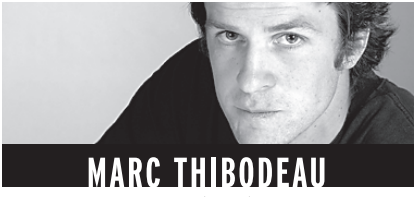
Pour participer au concours, il suffit de répondre à la question qui sera publiée chaque semaine au bas de chaque article. Il faut également proposer le nouveau slogan d'Oxfam-Québec pour la Journée internationale de l'alphabétisation. **Qui peut participer?** Tous les élèves des écoles primaires et secondaires du Québec. **Date limite:** 28 avril 2002, à 16h. **Prix:** La personne gagnante recevra un prix d'une valeur de 500\$. De plus, elle réalisera avec un graphiste professionnel l'affiche d'Oxfam-Québec pour la Journée internationale de l'alphabétisation, le 8 septembre 2002. Chaque participant doit soumettre, en plus des réponses aux 12 questions, une suggestion de slogan sur la thématique de l'alphabétisation. Le slogan doit être accompagné d'une description écrite ou illustrée permettant à un graphiste de réaliser, en collaboration étroite avec le gagnant, une affiche pour la Journée internationale de l'alphabétisation.

Faites parvenir vos réponses et votre proposition à l'adresse suivante:

GRAND CONCOURS, Oxfam-Québec
2330, rue Notre-Dame Ouest, bureau 200
Montréal (Québec) Canada, H3J 2Y2



Renaissance intellectuelle à l'Université de Kaboul



MARC THIBODEAU
envoyé spécial
EN AFGHANISTAN

KABOUL — Les talibans, en dignes intégristes, n'appréciaient guère la pensée critique et l'Université de Kaboul a grandement pâti de cette aversion. Durant leur règne, les femmes étaient tout simplement exclues. Et les hommes devaient consacrer, peu importe leur discipline, une large part de leur horaire à des cours de religion quotidiens.

Certains professeurs ont été tués, d'autres ont choisi l'exil pour se soustraire à cet étranglement intellectuel.

La situation aujourd'hui paraît beaucoup plus encourageante sur le campus. Des centaines d'étudiants défilent, livres à la main, en discutant avec intensité ou en rigolant. Des femmes, présentes, mais plus rares, vont et viennent en portant un simple foulard sur la tête ou une burqa relevée vers l'arrière qui ne cache en rien leur visage.

Ce vent de renouveau n'efface pas le fait que l'institution est isolée depuis plusieurs années sur le plan international. La venue hier dans ce contexte d'un conférencier amé-



Photo Reuters ©

Ces Afghans se préparent à passer leurs tests d'entrée en préparation du prochain trimestre scolaire. Les femmes sont de retour sur les bancs d'école, elles viennent parfois avec un simple foulard sur la tête ou une burqa relevée vers l'arrière.

ricain, Barnett Rubin, qui a écrit plusieurs livres sur l'évolution de l'Afghanistan, avait toutes les apparences d'un événement.

C'est devant une foule compacte de plusieurs centaines de personnes que le directeur du Centre de coopération internationale de l'Université de New York, venu parler de la reconstruction de l'État afghan, a com-

mencé son allocution, quelques minutes après que la séance eut été lancée par une lecture chantée d'extraits du Coran, un signe de plus, s'il en faut, de la place centrale de la religion dans la culture du pays.

Interrompant son allocution à mi-chemin en voyant que le piètre travail de traduction de l'interprète irritait la foule, M. Rubin a

proposé aux personnes présentes de lui poser des questions. Il est urgent, a-t-il souligné à l'appui de sa décision, que l'Université de Kaboul renoue ses échanges avec la communauté universitaire internationale. « Commençons maintenant en nous parlant », a-t-il lancé.

Délaissant presque entièrement le thème de sa conférence, les étudiants présents ont bombardé l'invité de questions qui portaient le plus souvent sur la politique américaine en Afghanistan. Des questions si insistantes, à la limite de l'agressivité, que le spécialiste s'est senti obligé de préciser qu'il n'était d'aucune manière un représentant du gouvernement américain, mais bien un universitaire.

D'autres questions ont suivi sur l'ingérence politique du Pakistan dans les affaires intérieures du pays, la situation en Israël ou l'aide internationale. Encouragée par M. Rubin et ses pairs, qui ont chaudement applaudi sa venue au micro, l'une des seules femmes présentes dans la salle est même allée jusqu'à demander où se trouvait Oussama ben Laden. « Je n'en ai aucune idée. Les représentants du gouvernement intérimaire que j'ai rencontrés pensent qu'il est toujours en vie dans les régions tribales du Pakistan », a lancé le professeur, visiblement amusé par la question.

L'échange, au bout du compte, était vif et intéressant. Un signe encourageant dans un pays marqué par l'obscurantisme taliban.

AVIS LÉGAUX - APPELS D'OFFRES - SOUMISSIONS

CASILOC inc.

APPEL DE PROPOSITIONS N° 02-501

ACQUISITION D'APPAREILS DE PAIEMENT DE LOTS DE MACHINES À SOUS POUR LE CASINO DE MONTRÉAL

CLÔTURE: 25 AVRIL 2002, 11 H, HEURE LOCALE

Casiloc inc., filiale de Loto-Québec, désire recevoir des propositions relativement à l'acquisition d'appareils de paiement de lots de machines à sous (APL) pour le Casino de Montréal.

Les fournisseurs peuvent obtenir l'information sur l'appel de propositions en visitant le site Internet de l'entreprise:

www.loto-quebec.com

ou en se présentant à:

Direction de l'approvisionnement de Loto-Québec
500, rue Sherbrooke Ouest, 18^e étage
Montréal (Québec) H3A 3G6
Du lundi au vendredi entre 9 h et 12 h et entre 13 h 30 et 16 h

Émis le 6 avril 2002

Hôpital Charles LeMayne
Centre médical universitaire et régional de la Montérégie

APPEL D'OFFRES PUBLIC

L'HÔPITAL CHARLES LEMOYNE, propriétaire, ayant son siège au 3120, boulevard Taschereau à Greenfield Park demande des soumissions pour le projet : remplacement des refroidisseurs.

Les documents de soumission pourront être obtenus au bureau de l'architecte à compter du mardi 9 avril 2002, contre un chèque visé non remboursable de 50 \$ émis à l'ordre du propriétaire.

LECLERC & ASSOCIÉS ARCHITECTES
5610, av. Auteuil, Brossard (Québec)
J4Z 1M4 Téléphone : (450) 445-8733

Une visite des lieux se tiendra le jeudi 18 avril 2002, à 14 h, dont le point de rencontre est le hall d'entrée. Les soumissions devront être accompagnées soit d'un cautionnement de soumission délivré par une institution financière et établi au montant de 10 % de la valeur de la soumission valide pour une période de soixante (60) jours de la date d'ouverture des soumissions, soit d'un chèque visé fait à l'ordre du propriétaire, soit d'obligations conventionnelles au porteur émises ou garanties par les gouvernements du Québec ou du Canada dont la valeur nominale est de 5 % de la valeur de la soumission.

Les soumissions seront reçues jusqu'au **mardi 30 avril 2002, à 15 h**, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure à l'endroit suivant :

HÔPITAL CHARLES-LEMOYNE
Service des approvisionnements, local CN0013
À l'attention de M. Robin Tremblay
3120, boul. Taschereau, Greenfield Park
Tél. : (450) 466-5000, poste 2557

Seuls sont admis à soumissionner les entrepreneurs ayant leur place d'affaires au Québec, en Ontario ou au Nouveau-Brunswick et détenant la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leur soumission, et doivent les informer des conditions qu'ils entendent leur imposer et s'assurer qu'ils détiennent les permis et licences requis.

Le propriétaire ne s'engage pas à accepter la plus basse ou quelque autre des soumissions reçues.

PORT DE QUÉBEC

APPEL D'OFFRES

Terminal de croisières à la Pointe-à-Carcy (J-0566)

L'Administration portuaire de Québec, propriétaire, demande des soumissions pour les travaux de :

Raccordement électrique (4.16 kv) du Terminal de croisières
Appel d'offres N° 801

Les documents contractuels pourront être obtenus à compter du **mardi 9 avril 2002**, en contactant monsieur Mathieu Jean au (418) 529-4541.

Un chèque non remboursable fait au nom du propriétaire au montant de cinquante dollars (50,00 \$) incluant les taxes, sera exigé pour l'obtention de ces documents.

Les soumissions devront être accompagnées d'une garantie de soumission de dix pour cent (10 %) du montant de la soumission, fait à l'ordre de l'Administration portuaire de Québec et valide pour une période de soixante (60) jours.

Les soumissions seront reçues en trois (3) copies à l'endroit suivant :

ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC
150, rue Dalhousie
Québec (Québec) G1K 7P7

jusqu'au **mardi 23 avril 2002, 14 h 00**, heure locale en vigueur, pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Le propriétaire ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues.

ADMINISTRATION PORTUAIRE DE QUÉBEC
M. Ross Gaudreault
Président-directeur général

Canada

ENCAN PUBLIC ENCANT PUBLIC ENCANT PUBLIC ENCANT PUBLIC

Selon les instructions des administrateurs,

ENCAN

AU CENTRE DE FAILLITE

TAPIS PERSANS ET ORIENTAUX

Afin de libérer de l'espace, nous **DEVONS VENDRE** une grande quantité de tapis **PERSANS ET ORIENTAUX**, nominal ou sans mise à prix. Cargaison composée en partie de Kashan, Tabriz, Isfahan Nain, tapis tribaux d'Iran, d'Afghanistan et d'Inde.

Ne ratez pas cette occasion, dimanche seulement.
DIMANCHE 7 AVRIL, 13 H 30
(Inspection à partir de 12 h 30)
CENTRE DE FAILLITE :
5800, CHEMIN CÔTE-DE-LIESSE, MONT-ROYAL

LES ENCANS

BELEC

AUCTIONS INC

Conditions : Prime d'acheteur 10% sur tous les achats

ENCAN PUBLIC ENCANT PUBLIC ENCANT PUBLIC ENCANT PUBLIC

Commission scolaire Kativik School Board

APPEL D'OFFRES

Agrandissement de l'école Ajagudak à Tasiujaq

Agrandissement de l'école Isummasavik à Quaqtaq

PROPRIÉTAIRE : COMMISSION SCOLAIRE KATIVIK

ARCHITECTES : JODOÏN LAMARRE PRATTE ET ASSOCIÉS, ARCHITECTES
3200, rue Rachel Est
Montréal (Québec)
H1W 1A4
Tél. : (514) 527-8821

La Commission scolaire Kativik, propriétaire, demande des soumissions pour la **rénovation et l'agrandissement de deux écoles dans deux municipalités du Nunavut**.

Les plans, devis, documents contractuels et autres renseignements pourront être consultés au bureau du propriétaire ou être obtenus à partir de 13 h 00, le 9 avril 2002 au bureau des architectes contre un dépôt non-remboursable de deux cent dollars (200,00 \$) par projet, sous forme de mandat ou chèque visé émis à l'ordre du propriétaire. Les entrepreneurs soumissionnaires ont le choix de présenter un prix sur un ou deux projets.

Les soumissions, dans des enveloppes cachetées et adressées à la soussignée, et identifiées séparément pour chaque projet seront reçues à la Commission scolaire Kativik, département des ressources matérielles, au soin de monsieur Patrice Beaumelle, jusqu'à **15 heures**, heure en vigueur localement, le 8 mai 2002 pour être ouvertes publiquement au même endroit, le même jour et à la même heure.

Projets	Dépôt	Chèque visé ou cautionnement	Date d'ouverture
Agrandissement de l'école à Tasiujaq	200,00	350 000 \$	8 mai 2002
Agrandissement de l'école à Quaqtaq	200,00	500 000 \$	8 mai 2002

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant indiqué dans le tableau ci-dessus à l'ordre du propriétaire **La Commission scolaire Kativik** ou d'un cautionnement de soumission, établi au même montant, valide pour une période de 60 jours de la date d'ouverture des soumissions. Cette garantie de soumission devra être échangée à la signature du contrat pour une garantie d'exécution et une garantie des obligations pour gages, matériaux et services. Lorsque ces garanties sont sous forme de cautionnement, le montant de chacune d'elles correspond à 50 % du prix du contrat et lorsqu'elles sont sous forme de chèque visé, le montant de chacune d'elles correspond à 10 % du prix du contrat.

Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c.B.-1.1).

Les entrepreneurs soumissionnaires sont responsables du choix des sous-traitants, tant pour leur solvabilité que pour le contenu de leurs soumissions.

Toutes les soumissions devront être faites conformément aux dispositions du règlement sur les contrats de construction des immeubles des commissions scolaires en vigueur depuis le 16 août 1990.

Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Madame Annie Grenier
Directrice générale

A.Q.E.A.

Montréal Laval

L'enfant dysphasique a des problèmes avec les mots, les phrases et le temps...

Toi Moi Aïme

Il nous dit « merci » autrement.

Association Québécoise pour les Enfants atteints d'Audimutité (dysphasie)
Chapitre Montréal-Laval
387, boul. des Prairies, bur. 211, Laval (Québec) H7N 2W4
Téléphone: (450) 967-4383 Télécopieur: (450) 967-8131

Appel de soumissions

Corporation d'hébergement du Québec

ÉTABLISSEMENT : HÔTEL-DIEU DE ROBERVAL

PROJET NO 02101-06

La Corporation d'hébergement du Québec demande des soumissions pour les travaux suivants :

LOT : HDR-99-75-EG-05120
Agrandissement et aménagements intérieurs de l'urgence, laboratoire, inhalothérapie et issue de l'aile «A»

au 450, rue Brassard, Roberval (Québec) G8H 1B9.

Les personnes intéressées doivent consulter les avis d'appel d'offres diffusés par l'intermédiaire des babillards électroniques sur le site de CIEC ou de MERX

Courriel : www.ciec.net ou www.merx.cebra.com

Date de réception et ouverture des soumissions : 1^{er} mai 2002 à 15 h 00

La Corporation ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des offres reçues.

Les appels d'offres de la CHQ peuvent être consultés sur notre site internet : www.chq.gouv.qc.ca

Québec

APPEL D'OFFRES

Parcs Québec

PARC NATIONAL DES HAUTES-GORGES-DE-LA-RIVIÈRE-MALBAIE

Projet de développement

La Société des établissements de plein air du Québec, dans le cadre du projet de développement du parc national des Hautes-Gorges-de-la-Rivière-Malbaie lance un appel de candidatures sans prix pour des services professionnels dans les quatre disciplines suivantes :

- 4 ARCHITECTURE
- 4 GÉRANCE DE CONSTRUCTION
- 4 GÉNIE DU BÂTIMENT (STRUCTURE, MÉCANIQUE ET ÉLECTRICITÉ)
- 4 GÉNIE CIVIL

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 9 avril 2002 au 801, chemin Saint-Louis, bureau 180, Québec (Québec) G1S 1C1 (téléphone (418) 686-4875), moyennant un dépôt, non remboursable de trente (30 \$) incluant toutes taxes, en argent, sous forme de chèque ou de mandat-poste, payable à la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq). Seules seront considérées les soumissions présentées par des personnes physiques ou morales ayant un établissement au Québec et qui ont commandé les documents d'appel d'offres au même nom que celui sous lequel ils soumissionnent.

Les firmes de professionnels retenues précéderont, en collaboration avec le gérant de travaux retenu et sous la gouverne de la Sépaq, aux études et aux analyses préliminaires reliées au projet. Par la suite, la Société pourra leur confier la réalisation d'un mandat de service dans leur discipline respective, le tout sujet à l'approbation gouvernementale du projet.

Les soumissions seront reçues dans les enveloppes fournies à cet effet jusqu'au **24 avril 2002 à 15 h** et seront ouvertes publiquement le même jour, à la même heure, au 801, chemin St-Louis, bureau 180, Québec (Québec) G1S 1C1

La Société des établissements de plein air du Québec se réserve le droit de n'accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le directeur des immobilisations et des ressources matérielles.

Gaétan Thibault, ing.

Sépaq

Tous les appels d'offres de la Société peuvent être consultés sur Internet <http://www.sepaq.com/immo>

APPEL D'OFFRES

Parcs Québec

RÉSERVE FAUNIQUE DES LAURENTIDES

Construction de onze (11) chalets à Lac à Noël

Projet n° 0082

La Société des établissements de plein air du Québec dans le cadre du développement de la réserve faunique des Laurentides demande des soumissions pour la construction de onze (11) chalets dont six (6) chalets de type «A» à une chambre et de cinq (5) chalets de type «B» à deux chambres ainsi que leur installation sanitaire (Ecoflo) au Lac à Noël.

Les documents de soumission peuvent être obtenus à compter du 10 avril 2002 au 801, chemin Saint-Louis, bureau 180, Québec (Québec) G1S 1C1 (téléphone (418) 686-4875), moyennant un dépôt, non remboursable, de soixante-dix (70 \$) incluant toutes taxes, en argent, sous forme de chèque ou de mandat-poste, payable à la Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq).

Les soumissions devront être accompagnées d'un chèque visé au montant de 10% du montant de la soumission ou d'un cautionnement établi au même montant, valide pour une période de quarante-cinq (45) jours de la date d'ouverture des soumissions.

Seules seront considérées les soumissions présentées par des personnes physiques ou morales ayant un établissement au Québec et qui ont commandé les documents d'appel d'offres au même nom que celui sous lequel ils soumissionnent et qui détiennent la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment.

Les soumissions seront reçues dans les enveloppes fournies à cet effet jusqu'au **2 mai 2002 à 15 h** et seront ouvertes publiquement le même jour, à la même heure, au 801, chemin Saint-Louis, bureau 180, Québec (Québec) G1S 1C1.

La Société des établissements de plein air du Québec se réserve le droit de n'accepter aucune des soumissions, même la plus basse.

Le directeur des immobilisations et des ressources matérielles,

Gaétan Thibault, ing.

Sépaq

Tous les appels d'offres de la Société peuvent être consultés sur Internet <http://www.sepaq.com/immo>



DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

900

INDEX DES DÉCÈS

BAILLARGEON, Lyne-Marie
St-Lambert
BARBAUD, Katie

BEAUDET, Père Gaston
Québec
BEAULNE, René
Piedmont
BERGERON, Jean-Jacques
Montréal
BOUTHILLIER, Paulette
Montréal
CHAMPAGNE, Francine
Montréal
CLOUTIER (Chandonnet), Gabrielle
Boucherville
COALLIER, Robert
Montréal
COUSINEAU (Morin), Marie-Paule
Montréal
DAOUST, Berthe
Montréal
DÉCARY, André

DONOAS, Narsis

DROUIN (Coutu), Madeleine
Montréal
GÉLINAS, M. Paul
Trois-Rivières
GOHIER, Mariette

HOULE, Simon

LANEUVILLE, F. Jean-Paul FIC
Moncton, N.B.
LAVENTURE, Guy
Chambly
LUSSIER, Donat
Montréal
MARTIN, Etienne Adonai
Montréal
MARTIN BLONDIN, Suzanne
Boucherville
PAYETTE, Marcel
Boucherville
PÉRIARD, Madeleine
Montréal
SOULARD (Mandeville), Alice
Montréal
ST-LAURENT, Madeleine
Montréal
VILLEMAIRE, Jeanne-D'arc
St-Jérôme

DÉCÈS



BAILLARGEON (Doucet), Lyne-Marie
1919 - 2002

De St-Lambert, le 4 avril 2002, à l'âge de 83 ans, est décédée Lyne-Marie Baillargeon, épouse de feu Alphonse Baillargeon et mère de feu Sylvie Baillargeon. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Reine (Colin Coole), Henri (Christiane Morin) et Claude (Brigitte Léger), ses beaux-enfants, Jacqueline, Guy, Lucille, Carmelle, Marguerite et Raymond, ses frères et sœurs, Cécile, Edgar, Louis et Yvette ainsi que sœur Aline Baillargeon, sa belle-sœur. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Jacques Cartier Urgel Bourgie
1025, St-Laurent Ouest, Longueuil
www.urgelbourgje.com

Les funérailles auront lieu le lundi 8 avril, à 11 h, en l'église St-Anastase, 80 Churchhill, Greenfield Park. Des dons à l'UNICEF Montérégie seraient appréciés. Heures de visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et lundi dès 9 h 30.



BARBAUD, Katie

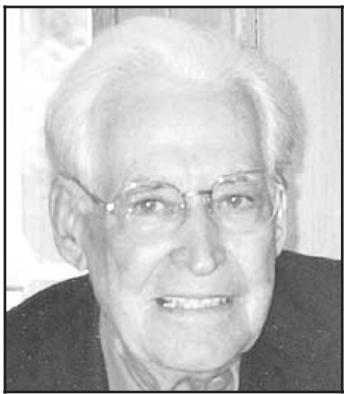
Ce premier jour d'avril 2002, Katie BARBAUD, épouse de feu Paul Barbaud, est décédée à l'âge de 92 ans. Elle laisse dans le deuil ses deux enfants: son fils Philippe, époux de Francine Desjardins, sa fille Bernadette, ses deux petits enfants, Pascal et Caroline, son arrière-petite-fille Charlotte, ainsi que tous ses amis et amies de longue date. Conformément à ses vœux, aucune cérémonie ne soulignera sa disparition.

BEAUDET, Père Gaston

Au Pavillon Saint-Dominique de Québec le 5 avril 2002, est décédé à l'âge de 90 ans, Père Gaston (en religion Raymond Marie) Beaudet, né à Charny, Québec, fils de feu Roméo Beaudet et de feu Marie-Amarilda Morin. Outre sa famille religieuse, il laisse dans le deuil 4 frères et 2 sœurs: Sœur Rita C.S.C., Thérèse, Gilbert, Albert, Paul, Gérard, beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces. Exposé le dimanche 7 avril à 14 h au

Grand Parloir des Pères Dominicains
2200, Girouard Ouest, Saint-Hyacinthe
Funérailles le lundi 8 avril à 14 h en l'église Notre-Dame-du-Rosaire, suivies de l'inhumation au cimetière de la communauté. Licencié en droit civil, le Père Beaudet entre chez les dominicains en 1946, il est ordonné prêtre à Ottawa le 1er mai 1947. Il fut vicaire à la paroisse Notre-Dame-du-Rosaire, curé à la paroisse Saint-Dominique de Québec et prédicateur de retraite. Il était résident au pavillon Saint-Dominique depuis plusieurs années. Direction funéraire:

Complexe funéraire Ubald Lalime
Saint-Hyacinthe (450) 774-6417



BEAULNE, René
1913 - 2002

De Piedmont, le 2 avril 2002, à l'âge de 89 ans, est décédé M. René Beaulne, époux de Mme Madeleine Saucier. Outre son épouse, il laisse ses enfants Nicole, Guy (Nicole Gagné), Lise, Pierre (Maureen Kelly), ses petits-enfants Chantal, Nathalie, Marie-Claude, Julie, Michèle, Patrick et leurs conjoints, ses arrière-petits-enfants Maïka, Mathieu, Mikael, son frère Jean-Paul, sa sœur Dorina, ses neveux et nièces et autres parents. Il n'a pas été exposé. Les funérailles auront lieu le samedi 6 avril 2002, à 11 h, en l'église de St-Sauveur des Monts. La famille recevra les condoléances à compter de 10 h 30, à l'église même. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Au lieu de fleurs, des dons pour la restauration de l'église de St-Sauveur seraient appréciés. (Cartes disponibles à l'église) ou à un organisme de votre choix.



BERGERON, Jean-Jacques
1948 - 2002

À Montréal, le 26 mars 2002, à l'âge de 53 ans, est décédé M. Jean-Jacques Bergeron. Il laisse dans le deuil ses parents M. Gilbert Bergeron et Mme Laurette D'Auteuil, sa sœur Marie-France (Michel Trojani), ses oncles, tantes, cousins et cousines ainsi que plusieurs autres parents et amis. Exposé au

Complexe funéraire Régional Guay inc.
418, boul. Labelle
angle autoroute 640, Rosemère
Une réunion de prières aura lieu le dimanche 7 avril à 16 h au complexe. Heures des visites dès 14 h.

BOUTHILLIER (née Dussault), Paulette

À Montréal, le 4 avril 2002, à l'âge de 87 ans, est décédée Paulette Dussault, épouse de feu René Bouthillier. Elle laisse dans le deuil son fils, Guy Bouthillier et sa bru Jocelyne Dion; ses petits-enfants, Guillaume (Julie Harvey) et Geneviève (Nicole Gonon); sa sœur Gaby Lafleur et sa nièce Renée Lalancette; autres parents et amis. La famille recevra les condoléances le samedi 6 avril de 17 à 22 h, le dimanche 7 avril de 14 à 17 h et de 19 à 22 h ainsi que lundi matin à compter de 9 h au salon

Alfred Dallaire inc.
1111, Laurier Ouest, Outremont
Les funérailles auront lieu le lundi 8 avril, à 11 h, en l'église St-Viateur (angle Laurier et Bloomfield) suivies de l'inhumation au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Des dons à la Société St-Jean Baptiste de Montréal (82, Sherbrooke Ouest, Montréal H2X 1X3, (514) 843-8851) ou à la Fondation de l'hôpital Sacré-Coeur de Montréal (hémodialyse), (5400 boul. Gouin Ouest, Mtl, H4J 1C5) seraient appréciés.



CHAMPAGNE, Francine
1948 - 2002

À Montréal, le 2 Avril 2002, à l'âge de 53 ans, est décédée Mme Francine Champagne. Fille de feu Marcel Champagne et feu Cécile Pelletier Raïche. Elle laisse dans le deuil sa fille bien-aimée Isabelle Pronovost (Eric), le père de cette dernière Paul Pronovost et son épouse France, son conjoint Robert Papillon et ses enfants: Denis, Michel et Robert, son beau-père Jean- Marie Raïche, son frère Jean-Claude (Ginette) et Suzy, sa cousine Danielle (Normand), plusieurs autres parents et amis ainsi que ses confrères et consœurs de l'Institut de Cardiologie de Montréal. Les visites auront lieu au

Complexe funéraire St-François d'Assise Urgel Bourgie

6700 rue Beaubien Est, Montréal
www.urgelbourgje.com
Heures de visites vendredi 14 h à 17 h et de 19 à 22 h, samedi de 11 à 13 h. Les funérailles auront lieu le 6 avril 2002 à 13 h à la paroisse Notre-Dame des Victoires 2700 rue Lacordaire, Montréal et de là au cimetière Repos St-François d'Assise.

CLOUTIER (Chandonnet), Gabrielle

1913 - 2002
Au Centre Jeanne Crevier, le 31 mars 2002, à l'âge de 88 ans, est décédée dame Gabrielle Chandonnet, épouse de feu Maurice Cloutier. Elle laisse dans le deuil ses enfants Ronald (Jeanne), Richard (Lise) Normand (Monique), Danielle (André), Denis (Denise), Arlette (Jean-Pierre), Francine (André), Gilbert, sa belle-fille Jacinthe épouse de feu André, ses 15 petits-enfants et 10 arrière-petits-enfants, sa sœur Lucienne, ses beaux-frères et belles-sœurs, ainsi que neveux et nièces, et plusieurs autres parents et ami(e)s. Les funérailles, en présence des cendres, auront lieu le samedi 20 avril à 14 h en l'église Ste-Famille, 560, boul. Marie-Victorin, Boucherville. L'inhumation sera à une date ultérieure au cimetière Le Repos St-François d'Assise de Montréal. La famille accueillera parents et ami(e)s à l'église à compter de 13 h 30. Des dons à la Fondation Jeanne Crevier, 151, rue De Muy, Boucherville, J4B 4W7, seraient appréciés. Direction:

Complexe Funéraire Pierre Tétrault inc.
549, rue Samuel de Champlain
Boucherville, Qc, J4B 6B6
Tél.: (450) 655-6036 Téléc.: (450) 655-0941

COALLIER, Robert

1923 - 2002

À l'hôpital Royal-Victoria, le 4 avril 2002, à l'âge de 78 ans, est décédé Robert Coallier des suites d'une longue maladie. Il laisse dans le deuil ses quatre enfants: François (Jennie Chang), Louis (Rosanne Grenon), Guilène (Roberto Camara) et Guy, ses huit petits-enfants: Philippe, Alexandre, Frédéric et Nicolas Coallier, Jeanne et Lucie Camara ainsi que Nathalie et Sophie Coallier. Il laisse également dans le deuil ses sœurs: Claire, Suzanne, Odette, Andrée et Daniel. La famille recevra les condoléances au

Complexe funéraire Urgel Bourgie
3955, chemin Côte-de-Liesse, St-Laurent
www.urgelbourgje.com

La liturgie de la parole aura lieu le samedi 13 avril à 14 h 30 en la chapelle du complexe. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visite: le samedi 13 avril à compter de 13 h 30.



COUSINEAU (Morin), Marie-Paule
1909 - 2002

À Montréal, le 4 avril 2002, à l'âge de 93 ans et 1 mois, est décédée Mme Marie-Paule Morin, épouse de feu J. Onésime Cousineau, de St-Laurent, fille de feu Adhémar Morin et de feu Marie-Laure Aubin. Elle était la belle-sœur d'Yvonne, Germaine et Jeanne Cousineau, et de feu J.A. Cousineau (feu Jeanne Gratton); outre celles-ci qui lui survivent, elle laisse également ses neveux et nièces des familles de feu: J. Rémi (Hélène Desjardins), Paul-Émile (Blanche Gauthier), Berthe (Léonel Brisebois) et Alice Cousineau (Émile St-Onge); ainsi que des cousins et cousines, particulièrement des familles Morin, Aubin, Martineau, Brien et Jobin. Elle sera exposée à l'église et la famille accueillera parents et amis le lundi 8 avril de midi jusqu'au moment des funérailles à 14 heures en l'église St-Hippolyte

1055, Tassé (angle Dutrisac), St-Laurent
L'inhumation suivra dans le lot de la famille Morin (N2705) au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Direction:
Complexe Funéraire Fortin
Téléphone: (514) 386-9771
complexefunerairefortin@qc.airsa.com
Un grand merci au personnel du 1er étage du CH St-Joseph de la Providence; du 4e D gériatrie, du 3e D hébergement et de l'urgence de l'hôpital du Sacré-Coeur.

DAOUST (Poirier), Berthe

1909 - 2002

À Montréal paisiblement et entourée de sa famille, le 5 avril 2002, à l'âge de 92 ans, est décédée Berthe Poirier, épouse de feu Louis-Esdras (Tom) Daoust. Elle laisse dans le deuil ses enfants, Louis-Raymond (Françoise Gélinas), Lucie (Louis Lalonde), ses six petits-enfants et six arrière-petits-enfants, neveux et nièces, parents et amis. Des dons à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.

La famille recevra les condoléances au
Complexe funéraire Urgel Bourgie
3860, boul. Décarie, Montréal
www.urgelbourgje.com

Les funérailles auront lieu le mardi 9 avril, à 14 h, en l'église Notre-Dame-de-Grâce et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges. Parents et amis sont priés d'y assister sans autre invitation. Heures de visite: lundi 16 à 20 h, mardi à compter de 13 h.

DÉCARY, André

À son domicile, le 4 avril 2002, à l'âge de 77 ans, est décédé monsieur André Décary, époux de Gabrielle Décarie. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses trois filles, Claire (Yvon Turcot), Denise (Robert Dansereau), Marie-Thérèse (André Ferraris), ses petits-enfants, Geneviève Turcot (Guillaume), Mathieu Turcot (Caroline) et son arrière-petite-fille Flavie. Il laisse également ses frères et sœurs, beaux-frères, belles-sœurs ainsi qu'autres parents et amis. Exposé à la résidence funéraire

Lakeshoere Cardinal inc.
560 Bord du Lac, Dorval
Les funérailles auront lieu en l'église de la Présentation de la Ste-Vierge, 665, de l'Église, Dorval, le samedi 6 avril, à 13 h et de là au cimetière de Dorval. Heures de visite: vendredi de 14 à 17 h et de 19 à 21 h et samedi dès 10 h 30.

DONOAS, Narsis

est décédé après une courageuse lutte contre le cancer. Il était l'époux bien-aimé de Sara. Il était le frère d'Evelyn Yacobson (Israël) et ses enfants. Narsis Donoas laisse dans le deuil sa sœur et son beau-frère Maddy Nards et leurs enfants Reyvan, Roxanne et Leon et leur famille ainsi que ses cousins Abby, Rachel Gomel et leur famille et de nombreux autres parents et amis. Le service aura lieu le dimanche, 7 avril 2002, à 14 heures au

Complexe funéraire Mont-Royal
1297, chemin de la Forêt, Outremont
(514) 279-6540

DROUIN (Coutu), Madeleine

1913 - 2002

À Montréal, le 5 avril 2002, à l'âge de 88 ans, est décédée Mme Madeleine Coutu, épouse de feu Rosario Drouin. Elle laisse dans le deuil ses enfants Pierre (Francine) et Maddy Nards et leurs enfants Reyvan, Roxanne et Leon et leur famille ainsi que ses cousins Abby, Rachel Gomel et leur famille et de nombreux autres parents et amis. Le service aura lieu le dimanche, 7 avril 2002, à 14 heures au

Complexe funéraire Magnus Poirier inc.

6825, Sherbrooke Est, Montréal
Une réunion de prière aura lieu à la chapelle du complexe le dimanche 7 avril à 14 h. Heures des visites: samedi de 19 h à 22 h et dimanche dès 13 h.

GÉLINAS, M. Paul

À Trois-Rivières, le 28 mars 2002 est décédé, à son domicile, Paul Gélinas. Il laisse son épouse Joan Pagé, la mère de ses enfants Barbara, Henshaw, sa fille Claire (John), ses fils Paul (Suzanne), Philippe (Ruth), Patrick (Lyne) et Peter, ses neuf petits-enfants. Ses beaux-fils Robert et David Mc Dougall, ses sœurs Pauline (André Mackay), Suzanne (Raymond Cyr) et Andrée. Paul Gélinas était photographe, il a vu ses photos publiées dans de nombreux médias, il fut aussi paracrististe au 22ième Régiment. La famille recevra les condoléances le samedi 13 avril 2002, au 4625, rue Ste-Catherine Ouest, Montréal de 14 à 17 h (mess des officiers R.M.R.). Au lieu de fleurs, vos témoignages de sympathie peuvent se traduire par des dons à la Société canadienne du cancer.

GOHIER, Mariette (née DesRosiers)

À sa résidence, entourée de sa famille, est décédée paisiblement Mariette Gohier, le mardi 2 avril 2002, après une courte maladie, à l'âge de 83 ans. Épouse bien-aimée de feu Roch-Edouard Gohier. Mère aimée de Lucille (Robert Dennis), Claire (Brian Levitt), Madeleine, Georges et Pierre (Patricia Hanney) et belle grand-mère de Mark (Patsy) Dennis, Heidi (Steve) Oistad, Mike (Chris) Dennis, Mary (Steve) Collier et Katherine Levitt. Belle-sœur de Marielle Teryazos et Madelaine de Brantes. Elle restera en mémoire de ses nombreux proches et amis. La famille recevra les condoléances au salon funéraire

Kane & Fetterly

5301, boul. Décarie (angle Isabella)
le vendredi 5 avril 2002 de 14 à 17 h et de 19 à 21 h. Les funérailles auront lieu en l'église de l'Annonciation, 75, avenue Roosevelt, Ville Mont-Royal, le samedi 6 avril 2002 à 11 h. Remerciements particuliers au Dr Manuel Borod, Judith Marchessault, Francine Ledoux, Héroïse Simoneau et ses préposés, Danièle, Denise, Sue, Julisa, Sassa, Stéphanie et Jacklyn pour leurs soins, gentillesse et dévouement. Au lieu de fleurs, des dons au Programme de soins palliatifs à domicile du Centre hospitalier Mont-Sinai, 5690, boul. Cavendish, Côte Saint-Luc H4W 1S7 ou à VON Montréal inc., 1246, rue Bishop, Montréal H3G 2E3 seraient appréciés. Condoléances peuvent être transmises à www.kanefetterly.qc.ca



HOULE, Simon

1937 - 2002

Après un dur combat contre le cancer et un courage exemplaire, le 4 avril 2002, à l'âge de 64 ans, est décédé M. Simon Houle. Il laisse dans le deuil son épouse Micheline, ses filles, Marie-Elaine (Denis Cardin) et Sonia (Sylvain Munger), ses petits-enfants, Mathieu, Émilie et Anne-Sophie, ses frères et sœurs, Donaldson (Jeannette Lachance), Conrad (Françoise Ménard), Gertrude (Paul Lagacé), Marie-Paule, Alicia (Normand Lévesque) et Marc-André (Pauline St-Amand); sa belle-mère Mme Germaine Dussault, ses beaux-frères et belles-sœurs: Lise, Louis, Jean (Noëlle Robert), Marthe (Daniel Plante), Yvon Lecuyer (Marie-Paule) ainsi que ses neveux et nièces, parents et amis. La famille recevra les condoléances à:

La Maison Darche

7679, boul. Taschereau, Brossard
Les funérailles seront célébrées le lundi 8 avril 2002, à 14 h, en l'église St-Thomas d'Aquin (angle Queen et Alexandra, St-Lambert) et de là au crématorium Darche. Heures de visites: dimanche de 14 à 17 h et de 19 à 22 h et lundi dès 12 h.



LANEUVILLE, Frère Jean-Paul, FIC
1915 - 2002

Le 4 avril 2002, est décédé à Moncton (N.-B.), Frère Jean-Paul Laneuville, FIC, à l'âge de 86 ans, dont 68 années de vie religieuse.

Fils d'Ernest Laneuville et de Berthe Champoux, il est né à Sainte-Gertrude (Nicot), le 22 juin 1915. Il entra au noviciat de La Prairie en 1933 et fit profession perpétuelle en 1939.

Sa carrière d'éducateur au Québec fut complétée par un stage d'enseignement en Haïti. Puis, arrivé au Nouveau-Brunswick en 1957, il enseigna à Rogersville, Shédiac, Saint-Léonard, Dalhousie, Edmonston et Saint-Jacques. Retiré à Grand-Sault, il fit travail d'animation très apprécié auprès des personnes du 3e âge de la résidence Mont-Assomption.

En plus de sa famille religieuse, il laisse dans le deuil son frère Robert (Gabrielle) de Granby, ses deux sœurs, Yvonne Champoux de Brossard et Jeannine Rhéault (Raymond) du Cap-de-la-Madeleine ainsi que de nombreux neveux et nièces. Les funérailles auront lieu à la maison mère des

Frères de l'Instruction chrétienne
870, chemin de St-Jean, La Prairie
le mercredi 10 avril, à 14 heures. La dépouille mortelle sera exposée à 12 h 30, le jour des funérailles. Direction
Urgel Bourgie

LAVENTURE, Guy

1925 - 2002

De Chambly, le 2 avril 2002, à l'âge de 77 ans, est décédé M. Guy Laventure, époux de Lucia Langlois. Il laisse dans le deuil ses sœurs Olivette (Yvan Lecuyer), Andrée, ses frères Dollard (Claudette Bergeron) et Ghislain, ses neveux, nièces, parents et amis. Selon sa volonté, il ne sera pas exposé. Une liturgie de parole sera célébrée en présence des cendres, le lundi 8 avril 2002 à 14 h au salon funéraire

Yvon Desnoyers & Fils
20 rue des Carrières, Chambly
tél: 450-658-8551, téléc. 450-658-1146
courriel danieldesnoyers@videotron.ca

LUSSIER, Donat

1912 - 2002

À Montréal, le 2 avril 2002, à l'âge de 89 ans, est décédé Donat Lussier, époux de Juliette Perron. Outre son épouse, il laisse dans le deuil ses enfants Jeannine et André (Kesaree); ses petits-enfants Danielle, Lorraine, Johanne, Guy jr; ses arrière-petits-enfants Olivier, Laurence, Benjamin, Thomas et Chaniel ainsi que ses frères et sœurs. La mise en niche aura lieu le lundi 8 avril 2002, à 11 h, au cimetière Notre-Dame-des-Neiges, 4601, chemin de la Côte-des-Neiges. Direction:

Centre funéraire Côte-des-Neiges
Tél. (514) 342-8000



MARTIN, Etienne Adonai
1910 - 2002

Paisiblement, à Montréal, le 4 avril 2002, à l'âge de 91 ans, est décédé le Dr Etienne Adonai Martin, L. Ph. D. Sc., époux de feu Charlotte Gelly Martin. Il laisse dans le deuil son fils Yves (Dronda Gardner), sa fille Louise (Jean-Claude Lavandier) et ses petits-enfants Stéphanie, Karine-Alexandra, Jérôme et Dominique, ses belles-sœurs Mme Alice Martin et Sr Irène Gelly s.m.a., ainsi que ses neveux et nièces.

Le Dr Martin fut professeur de chimie à la faculté de pharmacie de l'Université de Montréal pendant 25 ans. Il était originaire de Farnham. Il a d'abord obtenu un diplôme de l'École Normale, un bac ès arts et un bac en pédagogie. Il a ensuite enseigné aux écoles primaires et supérieures avant de s'inscrire à la faculté des sciences de l'U. de M. qui lui décerna la licence et la maîtrise ès sciences. Après quelques années d'enseignement aux Écoles d'Arts et Métiers, et à l'Institut agricole d'Okla, il s'inscrivit à la faculté de pharmacie et obtint le bac et la licence en pharmacie ainsi que la Médaille d'or de l'université. Il a par la suite, en 1955, obtenu le grade de docteur ès sciences (chimie) de l'Université de Montréal. La famille accueillera parents et amis au:

Complexe funéraire Magnus Poirier inc.

10526, boul. St-Laurent, Montréal
le dimanche 7 avril de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h, lundi dès 9 h 30. Le service religieux sera célébré le lundi 8 avril en l'église Christ-Roi, 9400, rue Lajeunesse, Montréal, à 11 h.



MARTIN-BLONDIN, Suzanne

À la Maison Victor-Gadbois, le 4 avril 2002, est décédée dame Suzanne Martin-Blondin, épouse de feu Pierre Blondin. Elle laisse dans le deuil ses enfants: Jean-Pierre (Thérèse Audet), François (Louise Provost), Marie-Josée (Pierre-Luc Normandin), Christiane (Sylvain Brodeur), Danielle (Martin Archambault), Marie-Claude (Daniel Richard) ainsi que ses petits-enfants: Pierre-André, Marie-Christine, Philippe, Stéphanie, Simon, Émilie, Maxime, Mathieu et Nicolas, ses sœurs et frères, Fernande (Pierre Juneau), Denise (Francis Corbett), Yves (Louise-Marie Chouinard), Geneviève (Gilles Beausoleil), Françoise (André Lamy), Louis (Hélène Filion), Luc (Louise Bouchard) et Hélène (Michel Brûlé), ses beaux-frères et belles-sœurs, neveux et nièces. La famille accueillera parents et amis(es) le lundi 8 avril de 12 à 13 h 45 au

Complexe funéraire Pierre Tétrault inc.

549, Samuel-de-Champlain
à l'est de Montarville
sortie 19 de la route 132
Boucherville

Un service religieux sera célébré en présence des cendres le lundi 8 avril à 14 h en l'église Ste-Famille, 560, boul. Marie-Victorin, Boucherville. La famille tient à remercier le personnel et les bénévoles de la Maison Victor-Gadbois. Des dons à la Maison Victor-Gadbois, 1000, rue Chabot, St-Mathieu-de-Beloeil J3G 929 seraient appréciés.

PAYETTE, Marcel

1920 - 2002

À Boucherville, le 4 avril 2002, à l'âge de 81 ans, est décédé M. Marcel Payette, époux de feu Charlotte Larente. Il laisse dans le deuil ses filles Josée (Alain Panisset), Andrée (André Hébert), Lorraine (Yvon Michel) et sa petite-fille bien-aimée Marie ainsi que Benjamin, ses frères, ses sœurs, beaux-frères, belles-sœurs et autres parents et amis. Des dons pour la fondation des maladies du cœur seraient appréciés.

Direction : Complexe funéraire

Pierre Tétrault Inc.
549 Samuel-de-Champlain
Boucherville, J4B 6B6
Tél.: 450-655-6036, Fax : 450-655-0941

PÉRIARD, Madeleine

1929 - 2002

À Montréal, le 4 avril 2002, à l'âge de 72 ans, est décédée Madeleine Périard, fille de feu Hector Périard et de feu Yvonne Martin. Elle laisse dans le deuil sa tante Lucille Périard. Elle sera également regrettée par ses cousins et cousines des familles: Martin, Théorêt, Bellefleur, Ducas et Périard, plus particulièrement Cécile-Théorêt Zera. Les funérailles auront lieu le mardi 9 avril 2002 à 11 h, en l'église St-Alphonse et de là au cimetière Notre-Dame-des-Neiges.

Direction Urgel Bourgie

www.urgelbourgje.com

SOULARD (Mandeville), Alice

1914 - 2002

À Montréal, le 4 avril 2002, à l'âge de 87 ans, est décédée Alice Mandeville, épouse de feu Maurice Soulard. Elle laisse dans le deuil son fils Claude (Adèle) et sa fille Francine (Jean-Claude Grenier), ses petits-enfants et ses deux arrière-petits-fils. Exposée au

Complexe T. Sansregret Ltée

3198 est, rue Ontario, Montréal
Les funérailles auront lieu le lundi 8 avril à 11 h en l'église Ste-Jeanne d'Arc et de là l'inhumation au Repos St-François d'Assise (cimetière de l'Est). Heures de visite: lundi à compter de 9 h.

Donner du sang, une question de vie.

Info



DÉCÈS, PRIÈRES, REMERCIEMENTS

900



ST-LAURENT, Madeleine
1918 - 2002

Après avoir vécu une vie riche d'expérience, Madeleine St-Laurent est décédée le lundi, 1er avril 2002, à l'âge de 84 ans. Elle était la fille de feu le Très Honorable Louis St-Laurent et de feu Jeanne Renault, mère de Michel (Diane) et Mary et grand-mère de Kim, Ashley, Meagen et Eaton. Elle était adorée de plusieurs neveux et nièces et de nombreux ami(e)s. Sa bonté et son amour de la vie, lui ont valu l'affection de tous. Son décès crée un vide immense pour ses enfants et petits-enfants et aussi pour ses neveux et nièces, tel que Thérèse Laberge Samson, Marie Williamson (Garland), Jean Riley (Jérémie), Hélène Dussault (Rémi), Anne Marie Laberge (John Dunn), Richard Laberge (Isabelle Caron), Yvan Laberge (Caroline Gendron), Louise Migneault (Ivan) etc.. Tous ceux et celles qui l'ont aimée et ont partagé son amour de la vie sont invités. La famille recevra les condoléances le samedi 6 avril de 13 à 14 heures à l'église St-Léon de Westmount, boul. de Maisonneuve. Une messe funéraire sera chantée à 14 heures. Pour tous ceux et celles qui le désirent compte tenu de la foi profonde de Madeleine, vous pouvez offrir une messe commémorative en son nom.

Direction Alfred Dallaire inc.



VILLEMAIRE-RIOPEL, Jeanne D'Arc
1919 - 2002

À St-Jérôme, le 4 avril 2002, à l'âge de 82 ans, est décédée Mme Jeanne D'Arc Riopel Villemaire, épouse de feu Guy Villemaire. Elle laisse ses enfants, Nicole (Lucien Labelle), Chantal (Mario Loyer), Manon (Michel Casavant), cinq petits-enfants; sa soeur et ses frères, beaux-frères, belles-soeurs, neveux et nièces. La famille recevra les condoléances le samedi 13 avril de 13 heures à 15 heures, à la résidence funéraire:

Desrosiers & Fils inc.
676, boul. des Laurentides
St-Antoine-des-Laurentides

Une liturgie de la Parole aura lieu ce même jour, à 15 heures. Des dons à la Fondation Hôtel-Dieu St-Jérôme et à la Société canadienne du cancer seraient appréciés.

PRIÈRES

MERCI MON DIEU

Dites 9 fois *Je vous salue Marie* par jour durant 9 jours. Faites trois souhaits, le premier concernant les affaires, les deux autres pour l'impossible. Publiez cet article le 9e jour, vos souhaits se réaliseront même si vous n'y croyez pas. Merci mon Dieu. C'est incroyablement vrai. L.G.

PRIÈRE AU SAINT-ESPRIT

Saint-Esprit, toi qui éclaircis tout, qui illumines tous les chemins pour que je puisse atteindre mon idéal, toi qui me donnes le don divin de pardonner et oublier le mal qu'on me fait, et qui es avec moi dans tous les instants de ma vie, je veux pendant ce court dialogue te remercier pour tout et confirmer encore une fois que je ne veux pas me séparer de toi à jamais, même malgré n'importe quelle illusion matérielle. Je désire être avec toi dans la gloire éternelle. Merci de ta miséricorde envers moi et les miens. La personne devra dire cette prière pendant trois jours de suite. Après les trois jours, la grâce demandée sera obtenue, même si cela pourrait paraître difficile. Faire publier aussitôt que la grâce a été obtenue, sans dire la demande. B.C.

PRIÈRE INFALLIBLE À LA VIERGE

Fleur toute belle du Mont-Carmel, vignes fructueuses, splendeur du ciel, Mère bène du Fils de Dieu assistez-moi dans mes besoins. Ô étoile de mer, aidez-moi et montrez-moi ici même, que vous êtes ma mère. Ô Sainte Marie Mère de Dieu, Reine du ciel et de la terre, je vous supplie du fond du cœur de m'appuyer dans cette demande (formuler ici votre demande). Personne ne peut résister à votre puissance. Ô Marie conçue sans péché, priez pour nous qui avons recours à vous (3 fois). Sainte-Marie, je remets cette cause entre vos mains (3 fois). Faire cette prière 3 jours de suite et vous devez ensuite la publier, la faveur sera accordée. Y.B.

Remerciements au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. Que le Sacré-Coeur de Jésus soit loué, adoré et glorifié, à travers le monde pour les siècles. Amen. Dites cette prière 6 fois par jour pendant 9 jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Coeur avec promesse de publication, quand la faveur sera obtenue. M.J.R.

Remerciements au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. Que le Sacré-Coeur de Jésus soit loué, adoré et glorifié, à travers le monde pour les siècles. Amen. Dites cette prière 6 fois par jour pendant 9 jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Coeur avec promesse de publication, quand la faveur sera obtenue. F.M.

Remerciements au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. Que le Sacré-Coeur de Jésus soit loué, adoré et glorifié, à travers le monde pour les siècles. Amen. Dites cette prière 6 fois par jour pendant 9 jours et vos prières seront exaucées même si cela semble impossible. N'oubliez pas de remercier le Sacré-Coeur avec promesse de publication, quand la faveur sera obtenue. G.D.

Un don

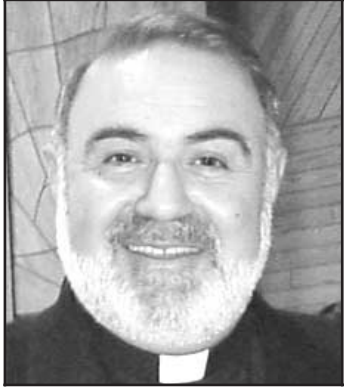
aux œuvres du Cardinal Léger exprime vos condoléances et aide les plus pauvres du monde; ceux d'ailleurs et ceux d'ici.

Utilisez les cartes dans les maisons funéraires. Nous enverrons votre message de sympathie à la famille éprouvée.

Pour information: (514) 495-2409

3038614

+ IN MEMORIAM +



ARCHEVÊQUE SLEIMAN HAJJAR

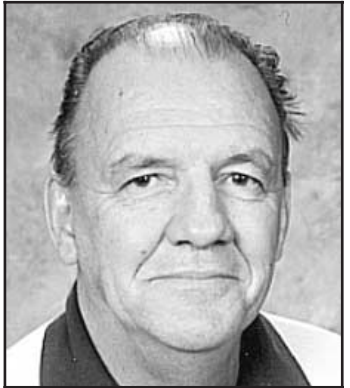
L'Archevêque Antony Gabriel et le conseil de la paroisse orthodoxe d'Antioche St. George de Montréal offrira un tribut liturgique à un ami bien-aimé

L'Archevêque Sleiman Hajar
Exarque de l'Éparchie
Grecque-Melkite du Canada
le dimanche 7 avril, 2002 à 10 h 30

+Que son âme repose
Dans les bras de Jésus

Que sa mémoire soit Éternelle

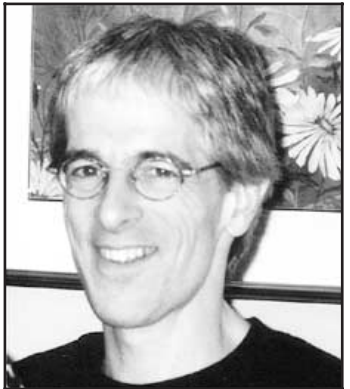
1er ANNIVERSAIRE



À la mémoire de
PATRICE LEVASSEUR
décédé le 5 avril 2001

Déjà un an. Sa conjointe Michelle se souvient. Il laissait dans le deuil ses deux filles, deux frères, une soeur, belles-soeurs, beaux-frères, neveux et nièces, ainsi que de nombreux ami(e)s. Tous se souviennent.

1er ANNIVERSAIRE



MARC SYLVESTRE
1952 - 2001

Pour tes trois étoiles terrestres
Tu seras le confident céleste
L'éclaireur d'espérance
Leur éternelle providence

Parents et amis sont invités à poursuivre l'engagement de Marc envers Oxfam-Québec par un don à sa mémoire. Un chaleureux merci à chacun de vous pour votre soutien fidèle depuis le 5 avril dernier.

Andrée, Etienne et Emmanuelle

5e ANNIVERSAIRE



LECLERC, Josée

Bonjour Josée. Je sais, tu dors... mais laisse-moi te réveiller juste un peu pour que tu puisses regarder comme il fait beau dehors aujourd'hui... Peut-être pleut-il, peut-être neige-t-il, peut-être fait-il chaud, je ne suis pas certaine puisque c'est un peu embrouillé, mais il fait tellement beau dehors. C'est le printemps, ta saison préférée et le souvenir de cette journée qui est la tienne est doux comme la douceur du parfum des nouvelles fleurs et le chant des oiseaux qui reprennent pays. Ne chantes-tu pas toi aussi avec eux, libérée? Ou plutôt, ne ris-tu pas avec eux, oui, il me semble t'entendre rire aux larmes... Et j'emmène ce ricane-ment pour le partager avec moi pour le partager avec vous.

Ton souvenir est une présence réconfortante maman

Association d'entraide Ville-Marie

CANCER

Soins palliatifs à domicile

Soins professionnels gratuits

et
Soutien bénévole



depuis
1973

quand chaque
jour compte !

(514) 272-7200

Montréal
Laval

REMERCIEMENTS

DENIS ROY
1966 - 2001

Merci du fond du cœur à tous les parents et amis qui nous ont apporté la chaleur de leur sympathie par offrande de messe, carte ou présence aux funérailles lors du décès de Denis, survenu le 26 août 2001. Nous en avons été profondément touchés et tenons à vous exprimer notre gratitude.

Les membres de sa famille soit: sa mère Esther Lajoie (feu Jean-Marcel Roy), son frère Steve Roy (Maryse Bernier), sa fille Jade, la mère de sa fille Sylvie Labelle, son filleul David et sa nièce Emilie.



JOLIVET, M. l'abbé Gérard

La famille tient à remercier Monseigneur Berthelet, les prêtres du Diocèse St-Jean Longueuil, les paroissiens de Napierville, parents et amis qui ont eu la délicatesse de manifester leur sympathie lors du décès de Monsieur l'abbé Gérard Jolivet, survenu le 27 janvier 2002.

MELOCHE, Hector

Suite au décès de M. Hector Meloche, son épouse, ses enfants, leurs conjoint(e)s, ses petits-enfants et arrière-petits-enfants désirent remercier tous les parents et amis qui leur ont témoigné des marques de sympathie et de confort. Veuillez considérer ces remerciements comme personnels.

REMERCIEMENTS



FRÉCHETTE, Suzanne
1953 - 2001

Nous voulons exprimer notre reconnaissance envers tous ceux qui nous ont témoigné leur sympathie et apporté leur soutien au moment du décès de Suzanne le 3 décembre 2001. Votre présence et vos mots réconfortants nous ont été précieux en ces moments si éprouvants et ils ont su nous accompagner dans notre peine immense.

Ses parents Gilberte et Léo Fréchette, ses sœurs Louise, Carole et José ainsi que tous les membres de sa famille.

REMERCIEMENTS



PAUL-ANDRÉ FORGET
1931 - 2002

C'est avec sincérité que nous tenons à remercier parents et amis, qui ont su si bien nous entourer lors du décès de notre père, Paul-André Forget, survenu le 25 janvier 2002. Tous ceux qui nous ont témoigné leur sympathie sous quelque forme que ce soit, veuillez considérer ces remerciements comme personnels. Merci profondément.

Ses enfants, ses petits-enfants
Et sa conjointe Simone

REMERCIEMENTS



FRANÇOISE GAGNON HEBERT
1919 - 2002

Pour avoir partagé notre chagrin lors du décès de Françoise Gagnon Hébert survenu le 30 mars 2002, à l'âge de 82 ans, ses enfants, Chantal (André Corribeau), Christian, Maryse et Janelle (François Bédard) ainsi que ses petits-enfants, Ange, Etienne, Grégoire et Xavier, désirent remercier parents, amis et amies qui leur ont témoigné des marques de sympathie, soit l'offrande de messes, dons, tributs floraux, cartes, visite et assistance aux funérailles.

Que chacune et chacun trouve ici l'expression de notre reconnaissance et considère ces remerciements comme personnels.

REMERCIEMENTS

REMERCIEMENTS au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. T.H.
REMERCIEMENTS au Sacré-Coeur pour faveur obtenue. S.L.

Une réserve mondiale dans le nord-est québécois: début des démarches

DOMINIC HARDY

Une coalition régionale entamera lundi prochain les démarches visant à faire reconnaître par l'UNESCO le projet de Réserve mondiale de la biosphère Manicouagan, englobant le massif encore intact des monts Groulx ; un territoire de 9000 kilomètres carrés convoité par l'industrie forestière.

La constitution de la Réserve mondiale de la biosphère de Manicouagan ferait de celle-ci la première en étendue au Québec devant Charlevoix, le lac Saint-Pierre et le mont Saint-Hilaire. La beauté et le caractère inviolé du massif Groulx, la présence du barrage Daniel-Johnson, le plus grand à voutés et contreforts multiples au monde, et l'astrobème de Manicouagan militent en faveur d'une telle reconnaissance, fait valoir l'Association touristique régionale (ATR) Manicouagan, le promoteur du projet.

L'astrobème de Manicouagan constitue un cratère exceptionnellement bien formé résultant de l'impact d'un astéroïde de 5 kilomètres de diamètre, il y a 214 millions d'années. Il représente le deuxième cratère en importance sur la planète avec ses 100 kilomètres de diamètre.

Parmi les participants invités par l'ATR: les forestières Kruger et Uniforêt, Hydro-Québec, le conseil de bande de Betsiamites, la Fédération des pourvoyeurs, l'Union qué-

bécoise pour la conservation de la nature (UQCN), de même que des représentants municipaux et des gouvernements québécois et fédéral.

Il y sera notamment question de la création d'une zone centrale de conservation intégrale, d'une zone tampon affectée à l'écotourisme et au tourisme d'aventure et d'une zone de transition où les activités industrielles seraient admises à la condition d'y appliquer les principes du développement durable.

« L'idée n'est pas d'empêcher les activités des exploitants industriels puisqu'on ne peut pas. On leur offre par contre une association jamais vue dans le monde entre des compagnies forestières et une future réserve mondiale de la biosphère », plaide le coordonnateur du projet à l'ATR, Jean-Philippe L. Messier.

Le statut de Réserve mondiale de la biosphère s'accorde avec trois autres projets de réserves régionales soutenus respectivement par des organisations écologistes, des autochtones et les MRC de Manicouagan, Caniapiscau et Sept-Rivières, souligne un document de l'ATR.

Le territoire visé constitue un patrimoine naturel unique. Une randonnée de quelques heures dans les monts Groulx permet d'observer les deux tiers de la flore du Québec. On y trouve des plantes rares, menacées et des forêts anciennes. Elle serait aussi la seule des 12 réserves que compterait alors le Canada à inclure un écosystème nordique. L'astrobème de Manicouagan présente enfin lui aussi des forêts anciennes et des espèces animales menacées.

Le bois résidentiel ne sera plus traité à l'arsenic en 2004

ANDRÉ FAUTEUX

collaboration spéciale

LES FABRICANTS canadiens abandonneront volontairement, d'ici le 31 décembre 2003, l'usage de l'arséniate de cuivre et de chrome (ACC) dans le traitement du bois de sciage destiné au marché résidentiel. Leur accord conclu avec l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) de Santé Canada a été annoncé par celle-ci mercredi. Il est identique à celui récemment conclu le 12 février aux États-Unis. L'ARLA vient d'achever des examens accélérés sur deux produits de remplacement, soit le cuivre alcalin quaternaire (CAQ) et le cuivre d'azote.

Des petites quantités d'arsenic et de chrome neurotoxiques et cancérigènes se lessivent du bois traité à l'ACC, qui est classé déchet dangereux en Europe. Le gouverneur de la Floride, Jeb Bush, frère du président américain George W. Bush, a fermé plusieurs terrains de jeux de son État l'année dernière, après avoir appris que des concentrations très toxiques d'arsenic s'accumulent dans le sol sous les équipements en bois traité avec cet insecticide.

Ce bois verdâtre continuera d'être utilisé en Amérique du Nord à des fins industrielles, dont la fabrication des poteaux de lignes électriques.

L'on ne pourra par contre plus l'utiliser pour les structures de jeux, terrasses en bois, tables de pique-nique, aménagements paysagers, clôtures de maisons, patios et trottoirs de bois. Les stocks traités avant le 31 décembre 2003 pourront toutefois être vendus en magasin et utilisés dans la construction résidentielle.

Les structures en bois traité déjà construites ne sont pas touchées par cette mesure. Les experts recommandent de les recouvrir tous les deux ans à l'aide d'une teinture à l'huile.

La présidente de la Coalition québécoise pour les alternatives aux pesticides, la botaniste Édith Smeesters, se dit très heureuse de l'entente canadienne.

« On reconnaît enfin que ces produits sont dangereux et qu'il est

aberrant de manger sur une table de pique-nique traité à l'arsenic. »

Toutefois, Santé Canada souligne qu'il n'a pas conclu que le bois traité à l'ACC présente un risque « inacceptable » pour le public ou pour l'environnement. Le ministère et l'Agence de protection de l'environnement (EPA) des États-Unis poursuivent leur réévaluation conjointe sur la toxicité de ce pesticide.

Les conseillers scientifiques de l'EPA ont recommandé en décembre de tester le sang des enfants qui touchent souvent à de l'équipement en bois traité à l'ACC, car ils peuvent ingérer de l'arsenic en mettant leurs doigts dans leur bouche.

Il n'existe aucune dose sécuritaire d'arsenic, poison clairement associé au cancer de la peau, de la vessie, du rein et du poulmon. Les enfants ainsi exposés à l'arsenic et au chrome pourraient même développer des problèmes d'apprentissage et d'hyperactivité.

« Cela ne me surprendrait pas », explique un expert en la matière, le Dr Henry Peters, professeur émérite de neurologie à l'Université du Wisconsin. « Des chiens ont perdu leur poil et sont devenus agressifs après avoir marché quotidiennement sur des nouveaux patios en bois traité et sans doute léché leurs pattes. » Plusieurs animaux sont morts en rongant ce genre de bois ou en mangeant ses cendres.

Le plus grand danger consiste à respirer la sciure et surtout la fumée de bois traité. En Illinois, deux employés du gouvernement américain sont rapidement tombés gravement malades, avec des saignements abondants, après avoir fabriqué des tables de pique-nique pendant deux jours à l'intérieur, en hiver. « Comme ils utilisaient des scies électriques et qu'ils travaillaient sous des chaufferettes, ils ont respiré des vapeurs d'arsenic », explique le Dr Peters.

Celui-ci se dit très déçu que l'industrie et le gouvernement n'aient pas averti les consommateurs des dangers, comme ils avaient promis de le faire il y a 12 ans. Des recours collectifs ont d'ailleurs été intentés contre des fabricants et détaillants américains.

À VOS MARQUES, PRÊTS, LISEZ!

Tous les jours dans

La Presse



SPORTS

Du 12 au 14 avril 2002 à la Place Bonaventure

Tous les chemins mènent aux...

>> SALON VACANCES ET LOISIRS D'ÉTÉ

présenté en
collaboration avec



- Plus de 300 exposants pour vous accueillir.
- Les vingt régions touristiques du Québec présentent leurs nouveautés et leur guide 2002 en primeur.
- Toutes les Maritimes et les plus belles régions des États-Unis et de L'Ontario pour vous faire rêver.
- Goûtez le Québec au Marché des produits régionaux présenté par le MAPAQ.
- Des circuits à vélo, des centaines de nouveaux forfaits, les théâtres d'été, l'hébergement, le camping, l'aventure, les réserves fauniques, un golf miniature de 9 trous pour s'amuser gratuitement et plus encore...

Programmation de la Place d'animation



Vendredi le 12 avril 2002

- 11 h 15 Ouverture officielle
- 12 h 00 Voyages au Québec
- 12 h 45 La Nota (salsa cubaine)
- 13 h 30 Chouette à voir ! (oiseaux de proie)
- 14 h 15 Savez-vous manger du Homard ? (Nouveau-Brunswick)
- 15 h 00 Les Gars des Îles (musique traditionnelle des Îles de la Madeleine)
- 15 h 45 Découvrez le Québec d'une rive à l'autre.
- 16 h 00 Les Parcs Nationaux du Québec
- 16 h 30 La Chandeur (musique acadienne)
- 17 h 15 Cheikh Fall et ses Fallettes (musique, chants et danses sénégalaises)
- 18 h 00 Festival international country-western de Montréal
- 18 h 45 « One More Time » (comédie musicale)
- 19 h 30 Découvrez Lanaudière
- 19 h 45 Le Canyoning (Mont St-Anne)
- 20 h 15 Venez découvrir l'Île du Prince Édouard

Samedi le 13 avril 2002

- 11 h 00 Lié pour la vie (marine)
- 11 h 45 Extrait de la pièce La Mandragore
- 12 h 30 Docteurs, guérisseurs et fossoyeurs
- 13 h 15 Ensemble folklorique les Pieds Légers de Laval
- 14 h 00 « One More Time » (comédie musicale)
- 14 h 45 Jean François Breau et la Chandeur
- 15 h 30 Les gars des Îles de la Madeleine
- 16 h 15 Présentation du réseau de Parcs Canada au Québec
- 17 h 00 Festival international country-western de Montréal
- 17 h 45 Le groupe Geneviève et Mathieu
- 18 h 30 Le groupe Les Qu'A-T
- 19 h 15 LA CHICANE



Le célèbre groupe LA CHICANE vous invite à visiter l'Abitibi-Témiscamingue. LA CHICANE donnera son spectacle à la Place d'Animation, samedi le 13 avril de 19 h 15 à 20 h 00.

Dimanche le 14 avril 2002

- 11 h 00 L'Ouest canadien
- 11 h 45 Cheikh Fall et ses Fallettes (Musique, chant et danses sénégalaises)
- 12 h 30 « One More Time » (comédie musicale)
- 13 h 15 Ensemble folklorique les Pieds Légers de Laval
- 14 h 00 Mackinaw (ensemble folklorique de Drummondville)
- 14 h 45 Présentation du réseau de Parcs Canada au Québec
- 15 h 30 Jean François Breau et la Chandeur
- 16 h 15 Excursion dans les Basses-Laurentides
- 16 h 30 Les Gars des Îles (Musique traditionnelle des Îles de la Madeleine)
- 17 h 00 Tirage concours Salon

La programmation est sujette à changement sans préavis.

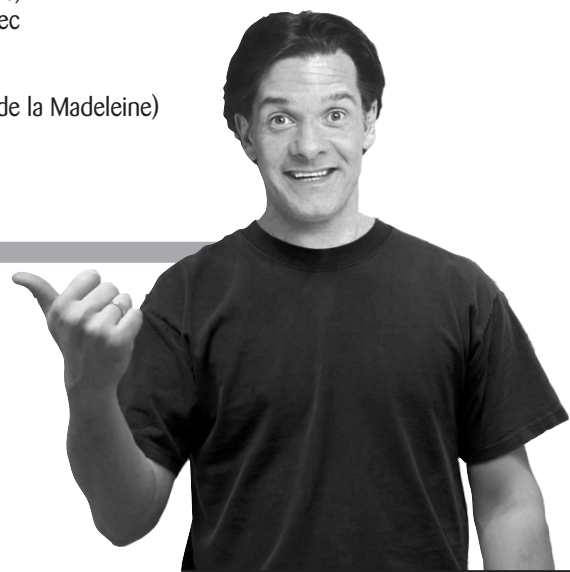
www.salonvacances.com

>> SALON FLEURS PLANTES JARDINS

présenté par



- Plus de 200 exposants pour vous accueillir
- Visitez 25 jardins de rêves, pratiques et réalisables
- De nombreux spécialistes pour répondre à toutes vos questions, sur les sujets de l'heure
- Découvrez les Innovations horticoles 2002 présentées par Hortipat!
- Trucs et idées, conseils, nouveautés, bassins d'eau, éclairage, engrais, pavés, ornements...
- Apportez un échantillon de sol. La compagnie Nutrite l'analysera gratuitement au stand 540.
- Rencontrez Pierre Gingras de La Presse, tous les jours de 12 h à 16 h, au stand 515.



Une invitation de Bernard Fortin

Programmation de l'Espace Info-Jardin

présenté par le magazine Fleurs Plantes Jardins.

Vendredi le 12 avril 2002

- | | | |
|------|----------------------|--|
| 13 h | Julie Boudreau | 15 vivaces pour jardinier débutant |
| 14 h | Hélène Baril | Intégrer les fleurs annuelles dans votre aménagement |
| 15 h | Julie Boudreau | Trucs pour attirer les insectes utiles |
| 16 h | Bertrand Dumont | Rosiers résistants aux maladies |
| 17 h | Marie-Claude Limoges | Jardiniers internautes à vos pelles ! |
| 18 h | Hélène Baril | Intégrer les fleurs annuelles dans |

Samedi le 13 avril 2002

- | | | |
|------|-------------------|--|
| 11 h | Julie Boudreau | Trucs pour attirer les insectes utiles |
| 13 h | Larry Hodgson | Annuelles à feuillages colorés |
| 14 h | Jean-Claude Vigor | Êtes-vous vraiment écologiste ? |
| 15 h | Larry Hodgson | Annuelles à feuillages colorés |
| 16 h | Bertrand Dumont | Rosiers résistants aux maladies |
| 17 h | Jean-Claude Vigor | Êtes-vous vraiment écologiste ? |
| 18 h | Larry Hodgson | Annuelles à feuillages colorés |

Dimanche le 14 avril 2002

- | | | |
|------|-----------------|---|
| 11 h | Sophie Picard | Table gourmande pour oiseaux et papillons |
| 12 h | Janine Ross | Les symboles d'un jardin Feng Shui |
| 13 h | Sophie Picard | Table gourmande pour oiseaux et papillons |
| 14 h | Bertrand Dumont | Rosiers résistants aux maladies |

Programmation de la Place de la Fleuristerie

et de l'horticulture, présentée par l'École d'horticulture de Sainte-Hyacinthe.

Vendredi le 12 avril 2002

- | | |
|-------------------|---|
| 11 h 30 à 12 h 30 | Bouquets de fleurs coupées |
| 14 h 00 à 15 h 30 | Arrangements pour occasions spéciales |
| 16 h 00 à 17 h 00 | Bouquets de fleurs coupées pour occasions spéciales |
| 17 h 30 à 18 h 30 | Pots, jardinières, boîtes à fleurs |
| 19 h 30 à 21 h 00 | Pots, jardinières, boîtes à fleurs |

Samedi le 13 avril 2002

- | | |
|-------------------|-------------------------|
| 11 h 00 à 12 h 00 | Accessoires floraux |
| 13 h 30 à 14 h 30 | Accessoires floraux |
| 15 h 00 à 16 h 00 | Décorations florales |
| 16 h 30 à 18 h 00 | Propagation des plantes |
| 19 h 30 à 21 h 00 | Propagation des plantes |

Dimanche le 14 avril 2002

- | | |
|-------------------|---|
| 11 h 00 à 12 h 00 | Taille des végétaux extérieurs |
| 14 h 00 à 15 h 30 | Taille des végétaux extérieurs |
| 16 h 00 à 17 h 30 | Information générale sur la formation professionnelle |

www.salonfleursplantes.com

Les conférenciers seront disponibles durant 30 minutes suivant leur conférence pour répondre aux questions des visiteurs au comptoir « Espace Info-Rencontre ». Ces horaires sont sujets aux changements sans préavis.



>> Deux salons
un seul billet !

Heures d'ouverture	Prix d'entrée
Vendredi.....11 h à 21 h	Adultes.....9 \$
Samedi.....10 h à 21 h	Étudiants et aînés.....7 \$
Dimanche.....10 h à 18 h	Enfants de 6 à 12 ans...3 \$

La billetterie fermera une heure avant la clôture du Salon.



CKAC 730

La Presse

CKOI
96.9 FM

Le magazine
FLEURS
PLANTES
JARDINS